

Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Mai 2020

POLOGNE	1
HONGRIE.....	8
REPUBLIQUE TCHEQUE	9
SLOVAQUIE	12
LETTONIE.....	15
LITUANIE	17
ESTONIE.....	18

POLOGNE

Pour information : 1 € = 4,4 PLN

Nominations

- Jonasz Drabek a été nommé plénipotentiaire du gouvernement en charge du secteur minier.

Financements

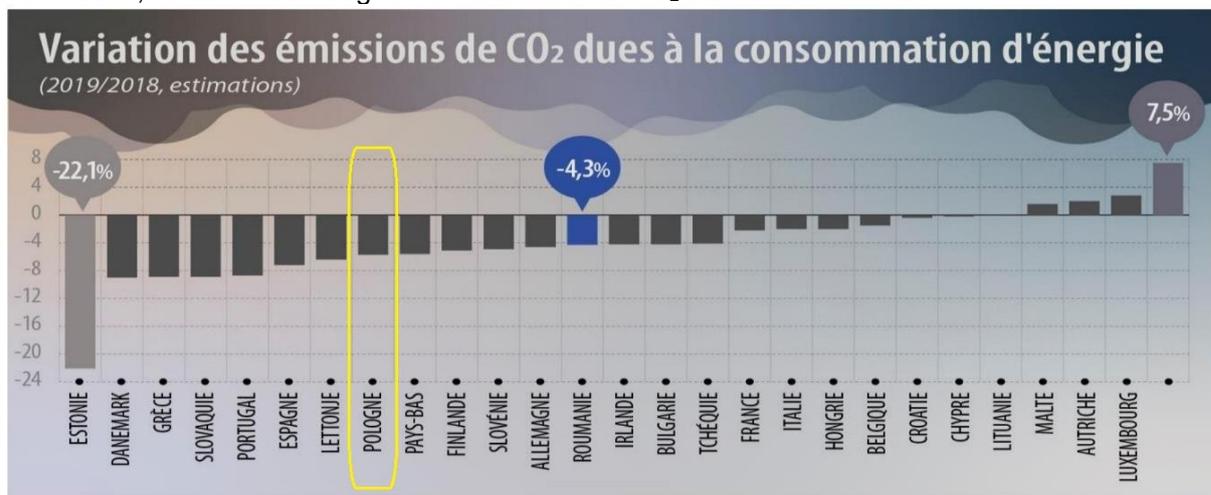
- La Banque européenne pour la reconstruction et le développement va attribuer cinq crédits d'une valeur totale de 280 M PLN (63,6 M€) pour environ 200 MW de puissances éoliennes et photovoltaïques en Pologne à cinq sociétés de projet, dont les propriétaires sont les sociétés françaises Qair et RGreen Invest.
- Le Ministère des Fonds et de la Politique Régionale a informé que plus de 10 M€ de subventions des Fonds Norvégiens seraient destinés aux investissements dans l'énergie géothermique et la production d'énergie dans de petites centrales hydroélectriques.
- La Banque européenne d'investissement a accordé le premier crédit pour la réalisation d'un projet photovoltaïque en Pologne au bénéfice du groupe d'investissement lituanien Lords LB Asset Management à hauteur de 82 M PLN (18,63 M€). La société appartenant au groupe, Lords LB Asset Management construira des installations d'une puissance totale de 66 MW.
- La Commission européenne a proposé que le Fonds pour une transition juste soit doté de 40 Md€ (32,5 Md€ de plus par rapport à la proposition de janvier) dont 8 Md€ serait consacrés à la Pologne (qui serait ainsi le plus grand bénéficiaire du dispositif)

Climat/Environnement

- Le 20 mai Piotr Woźny a démissionné de son poste de président du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) qu'il occupait depuis neuf mois. Woźny continuera sa mission comme Conseiller du ministre du Climat Michał Kurtyka chargé de la mise en œuvre du programme Air Pur. Dominik Bąk, vice-président du NFOŚiGW a été nommé président par intérim.
- Le 15 mai la Commission européenne a demandé à la Pologne de lever les obstacles à l'accès à la justice pour les citoyens et les organisations environnementales au sujet des plans relatifs à la qualité de l'air. La Pologne est parmi les Etats membres, avec la Bulgarie, celui qui n'a pas assuré la possibilité d'introduire une action en justice devant les juridictions nationales aux personnes physiques ou morales directement concernées par des dépassements des limites de pollution de l'air prévues par la directive 2008/50/CE portant sur la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe. Les organisations environnementales et les personnes physiques ou morales de ces deux Etats membres ne sont actuellement pas autorisées à remettre en cause la cohérence d'un plan relatif à la qualité de l'air, ni à

exiger des pouvoirs publics qu'ils établissent des plans relatifs à la qualité de l'air comme le prévoit la directive.

- Le 6 mai, avec la participation de Michał Kurtyka, a eu lieu la réunion inaugurale du Conseil pour la Transition Verte (*Rada ds. Zielonej Transformacji*) mis en place par la Confédération patronale Lewiatan. L'objectif du Conseil composé des membres de Lewiatan est de consulter et de donner son avis sur la réglementation et les stratégies relatives au Pacte Vert.
- EKO-UNIA, association écologique, avec le soutien de Greenpeace Polska, a déposé une plainte devant la Commission Européenne au sujet du creusement d'un canal sur la presqu'île de la Vistule. Selon les écologistes cet investissement est « illégal et irrationnel ».
- Selon les estimations publiées le 6 mai par Eurostat, les émissions de CO₂ dues à la consommation d'énergie ont diminué de 4,3% dans l'Union européenne l'an dernier, par rapport à 2018. Selon ces estimations, en 2019 en Pologne les émissions de CO₂ ont diminué d'environ 5% :



Suède: données en cours de révision

ec.europa.eu/eurostat

- Michał Woś, ministre de l'environnement, a informé de la mise en place au sein du Ministère de l'environnement d'un groupe de travail chargé de vérifier les sources de financement des organisations non gouvernementales (non seulement écologiques) en Pologne. L'objectif est de savoir si ce sont des fonds étrangers ou non. Selon le ministre, les Polonais ont le droit de savoir qui finance ceux qui protestent contre les investissements tels que par exemple le creusement de la presqu'île de la Vistule.

Qualité de l'air

- L'édition 2.0 du Programme « Air Pur » (*Czyste Powietrze*) a démarré le 15 mai. Son lancement a été annoncé par le président Andrzej Duda, le ministre du climat Michał Kurtyka et le président du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) - Piotr Woźny - lors d'une conférence de presse le 14 mai. Afin de rendre le Programme plus efficace, les procédures d'octroi de subvention ont été simplifiées et le délai de traitement des demandes a été raccourci de 90 à 30 jours. De plus, dans quelques jours, il sera possible de faire une demande via la plateforme gouvernementale 'gov.pl' (actuellement, ne sont accessibles que les sites internet des fonds régionaux de la protection de l'environnement et de la gestion de l'eau – WFOŚiGW). Une autre nouveauté est l'implication des communes dans l'édition actuelle du programme – jusqu'à présent le NFOŚiGW a signé les accords de coopération avec plus de 630 communes. Cela permettrait l'accélération dans le traitement des demandes. De plus, le NFOŚiGW est en train de discuter avec l'Association des Banques Polonaises, la participation des banques dans le Programme. Conformément aux données mises à disposition par le Ministère du climat, au 8 mai 131 000 de demandes pour un montant de 2,8 Md PLN ont été déposées dans le cadre du Programme. Les WFOŚiGW ont versé aux bénéficiaires 480 M PLN de subventions et 53 M PLN de prêts.
- Le 18 mai lors du Congrès Economique Européen le ministre du Climat Michał Kurtyka a dit que la réalisation des objectifs validés pour 2030 était déjà un objectif très ambitieux exigeant une énorme mobilisation de moyens financiers. Ainsi, a-t-il ajouté, la Pologne attend que la Commission Européenne présente des calculs financiers précis et montre clairement quels coûts et quels avantages éventuels pourraient résulter pour chaque Etat membre d'une éventuelle modification de ces objectifs.

Déchets

- Selon les données d'Eurostat pour l'année 2018 en Pologne, 42% des déchets communaux sont mis en décharge, 34% sont recyclés (dont 8% sont soumis au compostage et à la fermentation) et 24% des déchets sont destinés à l'incinération. La Pologne occupe l'avant-dernier rang du classement européen

de l'UE en termes de traitement des déchets communaux par rapport au volume des déchets produits avec un taux de 329 kg (sans compter le secteur informel qui en 2016 s'élevait à environ 20%).

- l'Office de protection de la concurrence polonais (UOKiK) recommande la mise en place d'un régulateur central pour le marché de la gestion des déchets. Selon UOKiK, l'absence de concurrence et l'augmentation des frais de fonctionnement des installations de traitement des déchets contribuent à la hausse des prix pour la gestion des déchets. La création d'un régulateur central pourrait remédier à cette situation.
- Presque deux ans après la signature du marché, le 6 mai l'investisseur du projet de construction de l'installation d'incinération à Gdańsk a délivré au maître d'œuvre l'ordre de service pour le démarrage des travaux de construction. Pour rappel, le projet en PPP sera réalisé par le consortium Astaldi/Termomeccanica Ecologia et Dalkia Wastenergy qui sera l'opérateur de l'installation.

Eau

- Le 2 juin le Président Duda a présenté le programme de rétention d'eau nommé « Mon eau » (Moja Woda). Le chef de l'Etat a invité tous ses compatriotes à faire un effort pour retenir les eaux pluviales en construisant des installations individuelles et des étangs de jardin, en transformant les pelouses en prés fleuris pour lutter contre la sécheresse. Il a souligné qu'à l'heure actuelle, seulement 6,5% des eaux pluviales sont retenues en Pologne, trois fois moins que la moyenne de l'UE. Dans le cadre de ce programme, le Fonds national de protection de l'environnement et de gestion de l'eau (NFOŚiGW) attribuera des subventions allant jusqu'à 5 000 PLN (1136 €).

ENR

- Les trois sociétés photovoltaïques polonaises, Bruk-bet Solar, Hanplast et ML System ont signé une déclaration de coopération dans le cadre du Panel des Fabricants des appareils photovoltaïques « Le Panel Industriel PV » pour monter une chaîne d'approvisionnement nationale.
- En 2019, la Pologne constituait le 5ème marché photovoltaïque en Union Européenne en termes de croissance de puissance installée. Les chiffres d'affaires du secteur s'élevaient à presque 5 Md PLN (1,13 Md€).
- Au 1^{er} mai, dans le System Nationale Electro-énergétique, la puissance photovoltaïque installée s'élevait à 1832,7 MW soit une augmentation de 181,42% par rapport à l'année précédente. Au cours de mois d'avril les capacités photovoltaïques ont augmenté de 8,1% par rapport au mars 2020.
- La société PGE construira une ferme photovoltaïque près de la centrale électrique Opole d'une puissance de 1 MW. Sa production annuelle est estimée à 1,1 GWh
- Le 1^{er} juin, a démarré la campagne nationale menée conjointement par le Ministère du Climat, le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion d'Eau et PKO Bank Polski, afin d'encourager les Polonais à produire l'énergie électrique pour leurs propres besoins à partir de panneaux photovoltaïques installés sur les toits des maisons individuelles.
- Au premier mai, la puissance installée de fermes éoliennes s'élevait à 6093,305 MW.
- Le 3 juin, les sociétés Enea et Iberdrola Eólica Marina ont signé une lettre d'intention relative à un investissement potentiel dans les fermes éoliennes offshore dans la zone économique exclusive polonaise en mer Baltique.
- Pour la fin 2020, est prévu l'achèvement de la ferme éolienne à Gaj Oławski près de Wrocław qui produira l'énergie pour 2000 maisons individuelles. Pour les quatre centrales éoliennes d'une puissance totale de 10 MW, un prêt de presque 47 M PLN du Fond de la protection de l'environnement et de la gestion d'eau de voïvodie a été attribué. La valeur totale de l'investissement est estimée à presque 100 M PLN. La construction de quatre sites de stockage d'énergie d'une capacité totale de 12 MWh est également prévue. A terme, une production de 100 MWh est envisagée.

Politique énergétique

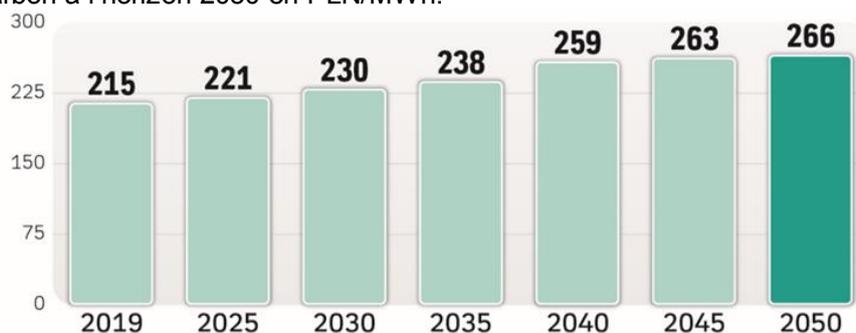
- Le ministère du climat travaille sur la stratégie hydrogène. Pour l'été 2020, il annonce la publication d'un programme de développement des technologies de l'hydrogène en Pologne. Le ministère admet qu'un de ses objectifs principaux devrait être la construction d'une nouvelle industrie ou plus largement d'une économie de l'hydrogène. Le document est censé porter les recommandations et les orientations du développement, déterminées sur la base des simulations, calculs et modèles économiques. L'opportunité pour une révolution hydrogène dans le secteur énergétique polonais est encore renforcée par le fait que la Pologne occupe la cinquième place au monde dans la production de l'hydrogène et dispose d'un grand potentiel de production de l'hydrogène bleu et gris. Le ministère veut augmenter ce potentiel et promouvoir la participation des entreprises polonaises dans toute la chaîne de livraisons de technologies hydrogènes sur le marché global. Ireneusz Zyska, plénipotentiaire du gouvernement en charge des ENR souligne que l'hydrogène, en tant qu'un combustible de l'avenir sera un volant d'inertie du développement de l'économie polonaise. Selon lui, la Pologne peut être en tête de l'économie hydrogène européenne et promouvoir ses propres initiatives. Il souligne que l'abandon du charbon nécessitera la construction d'une

nouvelle industrie basée sur l'hydrogène. Le gouvernement compte utiliser les moyens provenant des programmes du Pacte Vert pour financer la construction de l'économie hydrogène.

Energie

Charbon

- En 2019, l'extraction du charbon dans les mines polonaises s'élevait à 61,6 Mt, soit environ 1,8 Mt de moins par rapport à l'année précédente. La Pologne a importé 16,7 Mt de charbon dont presque 10,74 Mt de la Russie (18,5 Mt en 2018 dont presque 13 Mt de Russie)
- En avril, la production du charbon a baissé de 20,6 % et le lignite de 9,1 % par rapport à la même période l'année précédente.
- Selon le rapport de l'Institut Economique Polonais et de la fondation Instrat sur le futur mix énergétique de la Pologne à l'horizon 2050, les coûts variables de production d'électricité à partir de charbon s'élèveront à 266 PLN/MWh (61,8 €/MWh) en 2050 par rapport à 215 PLN/MWh (48,8 €/MWh) aujourd'hui.
- Le graphique ci-dessous présente les estimations des coûts variables de la production d'électricité à partir de charbon à l'horizon 2050 en PLN/MWh.



- Les syndicats miniers et le conseil d'administration du Groupe Minier Polonais ont signé l'accord anticrise qui diminue le temps de travail et les salaires de 20 % en mai. D'ici le 10 juin, le Conseil d'Administration est censé présenter un plan de fonctionnement du groupe à l'horizon 2020. Grâce à ses solutions et d'autres éléments du paquet anticrise mis en œuvre dans la société, les économies mensuelles du groupe s'élèveront à environ 195 M PLN (44 M€).

Électricité

- Au premier trimestre 2020, les importations d'électricité ont augmenté de presque 60 % par rapport à l'année précédente.
- Les opérateurs des systèmes de transport de Pologne et de Lituanie, Litgrid et PSE, ont signé un accord de coopération pour la construction du câble électrique sous-marin Harmony Link (élément essentiel du projet balte de désynchronisation du réseau russe).
- Le président de l'Office de Régulation de l'Energie a validé le plan de développement de la société PSE pour les années 2021-2030 et qui prévoit 14,16 Md PLN (3,2 Md€) d'investissement pour le réseau énergétique.
- A partir de l'année 2021, le programme DSR (Demand Side Response, une diminution temporaire et volontaire de la consommation d'énergie à la demande de PSE en revanche d'une rémunération) sera intégré dans le marché de capacité. Dans l'enchère principale pour 2021, 18 accords dans le cadre du service DSR ont été conclus pour 614,6 MW de capacité au totale. Dans les enchères supplémentaires pour 2021, six contrats suivants pour 248 MW ont été signés.

Électromobilité

- Le Ministère des infrastructures a préparé un nouveau projet de règles de circulation des trottinettes électriques. Conformément à ce projet, les trottinettes, engins de déplacement personnel (UTO), devraient circuler avant tout sur les pistes cyclables. Les trottinettes seront autorisées à utiliser la chaussée lorsque la vitesse est limitée à 30 km/h. Le projet autorise aussi la circulation des trottinettes sur les trottoirs (même sur ceux dont la largeur est inférieure à 2 m). La vitesse maximale sur la piste cyclable et la chaussée est de 25 km/h (et de 20 km/h dans la zone de rencontre) ; la circulation sur les trottoirs sera possible à la vitesse du piéton.
- Selon les déclarations du vice-ministre du climat Ireneusz Zyska, le ministère du climat finalise les travaux visant à faciliter l'obtention des primes à l'achat des véhicules électriques. De plus, il a assuré que l'appel à propositions pour les primes à l'achat des voitures électriques pourrait démarrer en juin et serait géré par le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (le NFOŚiGW). Pour rappel, l'arrêté sur les primes à la casse a été publié en novembre 2019.

- Le Centre National des Recherches et du Développement (NCBiR) vient de lancer le projet «e-Van» dont l'objectif est de financer les travaux de conception d'un véhicule utilitaire léger électrique de catégorie N1 (pour le transport de marchandises ayant un poids maximal ne dépassant pas 3,5 t). Le budget du projet s'élève à 52 M PLN (11, 8 M€). La finalisation du projet est prévue pour le mois de septembre 2023.
- Selon le journal « *Puls Biznesu* » les actionnaires (quatre groupes publiques PGE, Tauron, Energa et Enea) de la société ElectroMobility Poland (chargée de la réalisation du programme de production des voitures électriques polonaises) ne veulent pas financer la construction de l'usine de production de ces véhicules.

Hydrogène

- L'hydrogène - Combustible propre pour l'avenir (Wodór – Czyste Paliwo dla Przyszłości ; Hydrogen – Clean Fuel for the Future) est le nouveau programme hydrogène de PGNiG qui est composé de plusieurs projets : la production d'hydrogène vert, le stockage la distribution et l'utilisation dans le secteur énergétique industriel. Au cours de quatre prochaines années, PGNiG envisage de consacrer pour les travaux de recherche liés au nouveau programme plus de 31 M PLN (7,04 M€). PGNiG contribuera au développement du marché des carburants alternatifs et à l'atteinte des objectifs climatiques européens. Le projet le plus avancé est le projet Hydra Tank qui prévoit la mise en exploitation d'une station de recherche de ravitaillement des véhicules à l'hydrogène. PGNiG vient de signer le contrat avec le consortium polono-britannique pour la conception et la construction de la station. La mise en exploitation est prévue pour 2021 dans le quartier de Wola à Varsovie. PGNiG a également entrepris des recherches sur les possibilités de stockage et de transport de l'hydrogène à l'aide du réseau de gaz naturel. Dans le cadre du projet InGrid – Power to Gas, sera construite à Odolanów une installation dans laquelle en 2022 débiterait la production d'hydrogène vert. A cette fin, PGNiG envisage d'utiliser l'énergie électrique produite par les panneaux photovoltaïques. L'installation permettra de tester la totalité du processus, de la production de l'hydrogène vert jusqu'à la livraison. PGNiG pourra également faire des essais de mélange gaz naturel et hydrogène dans le réseau gazier, tester le stockage de l'hydrogène et sa livraison par camion-citerne à la station de Varsovie. Le laboratoire central de mesure et de recherche de PGNiG développera son activité analytique, avec un laboratoire examinant la qualité de l'hydrogène. Comme le dit Jerzy Kwieciński, PGNiG veut créer une chaîne cohérente de compétences hydrogène qui permettra de poursuivre le développement dans ce domaine. La société vise l'utilisation de l'hydrogène dans le secteur énergétique industriel pour la production d'énergie électrique et thermique.
- Les investissements dans l'hydrogène constituent un élément important de la stratégie de Polenergia. Comme le dit le président de la société, Polenergia envisage d'investir dans la cogénération gazière qui sera facile à transformer dans l'avenir en combustion de l'hydrogène, ainsi que d'investir dans la production d'hydrogène vert.
- D'ici 2021, la société PKN Orlen construira à Wloclawek un hub hydrogène, dont la capacité de production s'élèvera à 600 kg d'hydrogène par heure. Dans la première étape de la distribution, le combustible sera destiné en particulier au transport public et transport de fret.

Gaz et pétrole

- En 2019, PGNiG a importé 14,85 Md m³ de gaz dont 60,2 % de la Russie (67% en 2018). La part de GNL a augmenté d'environ 20% en 2018 à 23,1 %. La consommation s'élevait à environ 19 Md m³.
- Le 17 mai 2020, le contrat pour le transport du gaz via le gazoduc de Yamal de la Russie vers l'Europe Occidentale est arrivé à échéance, il avait été signé entre les sociétés EuRoPol GAZ, propriétaire du tronçon polonais du gazoduc, et Gazprom en mai 1995. Désormais, le transit se conformera aux règles européennes, à savoir avec réservation de capacité qui seront mises aux enchères. Ce changement ouvrira le transport de gaz via le tronçon polonais à Gazprom mais aussi à d'autres entités : les revenus de la Pologne devraient considérablement augmenter (le contrat de 1995 plafonnait les revenus d'EuRoPol Gaz qui n'excèdent pas 21 M PLN (4,77 M€) annuellement). Selon les experts, si les tarifs européens étaient appliqués, la société polonaise pourrait recevoir quelques centaines de millions de dollars par an. Pour le troisième trimestre 2020, 80% des capacités du gazoduc ont été déjà réservées.
- La Pologne a choisi la société Saipem Ltd pour la construction de la partie polonaise du gazoduc Baltic Pipe qui permettra de transporter en Pologne le gaz de la Norvège via le Danemark. La capacité annuelle de connexion est estimée à environ 10 Md m³. La mise en exploitation est prévue pour octobre 2022. Le projet Baltic Pipe est composé de cinq éléments, réalisés par Gaz System et l'opérateur danois Energinet. La partie danoise est responsable pour trois éléments: le gazoduc au fond de la mer du Nord, l'extension du système de transport au Danemark et la station de compression. La partie polonaise est responsable pour le gazoduc au fond de la mer Baltique et l'extension de son système de transport. Les travaux vont commencer au deuxième semestre de l'année.
- Les analyses portant sur le projet Ostroleka C menées conjointement par les sociétés Enea et Energa ont démontré la pertinence de la conversion du projet en une centrale à gaz. Enea, Energa et PKN Orlen ont signé un accord fixant les conditions de leur coopération dans la réalisation du projet et en particulier la participation potentielle de PKN Orlen en tant que partenaire de l'investissement.

- Le régulateur allemand a refusé d'exclure Nord Stream 2 du champ d'application de la loi européenne (3ème paquet énergie comprenant la directive gazière, modifiée l'année dernière, et selon laquelle l'opérateur d'un gazoduc doit être indépendant du fournisseur du gaz).
- Gaz System et la société lituanienne Amber Grid ont signé le contrat avec AFRY, la société de consulting et d'ingénierie pour la préparation d'un rapport qui aidera à optimiser l'utilisation commerciale du gazoduc Pologne-Lituanie (GIPL) qui va être construit d'ici 2022.
- L'UOKiK (L'Office de la Protection de la Concurrence et de Consommateurs) a engagé une procédure contre Gazprom susceptible d'infliger une sanction pour non-coopération lors de l'enquête anti-monopole relative à la construction du gazoduc Nord Stream 2. Le montant de l'amende pourrait s'élever à 50 M€.
- Au premier trimestre 2020, le bénéfice net consolidé de la société PGNiG s'élevait à 779 M PLN (181,1 M€), soit 29 % de moins par rapport à l'année précédente.
- Jerzy Kwieciński, président de la société PGNiG a informé que sa société envisage de développer l'activité d'assurance dans le cadre de Towarzystwo Ubezpieczeń Wzajemnych Polski Gaz, entité créée par PGNiG avec l'objectif de fournir des services d'assurances pour tout le groupe.
- La société Azoty a signé des contrats de crédit d'une valeur de plus d'1 Md€ pour la construction du site de production Polimery Poice qui produira 437 000 t de polypropylène par an. Le budget total du plus grand investissement industriel en Pologne s'élève à 1,52 Md€. La mise en marche du complexe pétrochimique est prévue pour la fin 2022.

Infrastructures de transport

- Le vice-ministre des infrastructures a transmis au premier ministre le projet de règlement qui garantit le soutien financier pour les aéroports polonais dans le contexte de la pandémie du coronavirus. Quatorze aéroports listés ci-dessous pourront bénéficier de 142,2 M PLN (32,3 M€) au total. Ils auront l'obligation de maintenir une capacité opérationnelle minimale.
 - Aéroport Chopin Varsovie,
 - Balice Cracovie,
 - Aéroport de Gdańsk,
 - Katowice – Pyrzowice,
 - Wrocław – Strachowice,
 - Varsovie - Modlin,
 - Poznań – Ławica,
 - Rzeszów – Jasionka,
 - Szczecin – Goleniów,
 - Bydgoszcz,
 - Lublin,
 - Łódź,
 - Olsztyn – Mazurie,
 - Zielona Góra – Babimost.
- Pendant la conférence « CPK. Des paroles aux actes », le président, le premier ministre et les représentants du gouvernement ont déclaré que le projet de l'Aéroport Centrale serait un des principaux outils de sortie de la crise provoquée par l'épidémie, qui assurerait des milliers d'emplois et de nouvelles possibilités économiques. La construction de l'Aéroport commencerait d'ici 2023 et les premiers vols auraient lieu dans 7 ans. Pendant la conférence, il a été annoncé que le conseiller du projet sera choisi encore cette année (deux candidats en jeu : l'aéroport Incheon de Seoul et Narita de Tokyo)
- Le 26 mai, la société PKP PLK a commencé la sélection des candidatures des collectivités locales pour Kolej Plus, programme de construction et de modernisation des connexions ferroviaires locales.

Bâtiment/Logement

- Les sociétés immobilières notent une augmentation de la demande pour de petits appartements et pour les appartements au bord de la mer. Selon l'enquête menée par l'Association Polonaise de Développeurs, plus de 90 % des entreprises ont signé de nouveau contrat pendant la pandémie. Au même temps, 2/3 des entreprises ont été interrogés sur la possibilité de résilier le contrat, surtout pour les contrats de réservation.

Transport

- Le 24 mai Marcin Horała, secrétaire d'état au Ministère des infrastructures, a présenté le plan préliminaire de reprise du trafic aérien qui prévoit trois étapes :
 1. reprise du trafic aérien domestique - à partir du 1^{er} juin,
 2. reprise du trafic dans les pays européens où la situation épidémique n'est pas plus grave que la situation en Pologne (conformément à l'arrêté du 21 mai sur la prolongation de l'interdiction du trafic aérien l'interdiction des vols internationaux a été prolongée jusqu'au 6 juin – néanmoins, cette date pourra être encore reportée en fonction de la situation épidémique),

3. reprise des vols intercontinentaux dans les pays où la situation épidémique est sous contrôle (pas de date donnée).
- Depuis le 3 mai environ 100 trains de PKP Intercity, le plus grand opérateur des transports de passagers en Pologne, ont repris les liaisons régionales après les restrictions du trafic ferroviaire suite au COVID-19.
 - Conformément à la nouvelle étape du déconfinement à partir du 1^{er} juin l'occupation maximale autorisée dans les transports en commun (bus, tramways, métro) correspond à 100% des places assises ou à 50% de toutes les places disponibles (assises et debout). Le port du masque est toujours obligatoire dans les transports en commun.

Ferroviaire

- Selon les données de l'Office du Transport Ferroviaire (UTK), en mars le volume des marchandises transportées par chemin de fer s'élevait à 19,3 M t ce qui constitue une baisse de 9,8% en g.a. (les résultats pour le mois de mars étaient pourtant meilleurs que ceux pour les mois de janvier et de février). Selon les résultats estimés pour le premier trimestre 2020 PKP Cargo, le plus grand opérateur de fret en Pologne dont 33% des actions sont détenues par PKP SA et 67% - par les entités privées, a noté une perte nette de 114,4 M PLN avec l'EBIT de -105,6 M PLN et l'EBITDA de 90 M PLN (volume des marchandises : 23 M t). En ce qui concerne le transport de passagers, selon les données de l'UTK, en mars les opérateurs ont transporté 17,7 M de passagers ce qui constitue une baisse de 37% en g.a. Suite à la crise du COVID-19 certains opérateurs ferroviaires ont perdu entre 70 et 90% des passagers. Une baisse moyenne de réservations des billets chez PKP Intercity (opérateur du transport longue distance) s'élève à 94%. L'opérateur a annulé 60% des trains et 8% des trains ont raccourci leurs trajets. Le 30 avril la diète a adopté le projet de « bouclier anticrise 3.0 » qui prévoit, entre autres, le soutien aux opérateurs ferroviaires de passagers (la loi introduisant ce « bouclier » a été signé par le président Duda le 20 mai). Afin de soutenir la relance de l'économie polonaise il est indispensable, selon le gouvernement, de maintenir le réseau de connexions et de soutenir celles qui ont été particulièrement touchées par la crise du COVID-19. Ainsi, le projet susdit prévoit le soutien financier et administratif des opérateurs ferroviaires de transport régional, interrégional et international. Le bouclier prévoit des compensations pour les opérateurs de transport régional, interrégional et international suite à la crise du COVID-19 pour la période de la durée de l'état d'urgence épidémique et de trois mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire. La valeur des compensations pour 2020 s'élève à 1,5 Md PLN (0,35 Md€). Conformément aux recommandations de la Commission européenne, le document prévoit la prolongation de la validité des certificats de sécurité, des licences et des certifications des conducteurs de train. Tous ces documents resteront valides pendant 90 jours après la fin de l'épidémie. De plus, conformément au « bouclier anticrise 3.0 », les modifications de la loi sur le transport ferroviaire permettront à PKP PLK de contracter auprès de la BEI un prêt plafonné à 100 M€ pour financer le projet d'achat et de modernisation des équipements de diagnostic et d'entretien de l'infrastructure ferroviaire. L'amendement de la loi permettra à PKP PLK de maintenir sa liquidité (suite à la crise provoquée par le coronavirus les revenus de PKP PLK ont diminué d'environ 30%).

Maritime

- Pendant les quatre premiers mois de l'année les ports Szczecin et Świnoujście ont desservi presque 10,5 Mt de marchandises. Malgré l'épidémie du COVID-19, les navires sont déchargés en continu. Le volume des céréales a doublé par rapport à l'année précédente et s'élevait à presque 766 000 t. Au mois d'avril il a quadruplé par rapport à avril 2019. Le volume des combustibles, du propane et des produits pétroliers lourds et des conteneurs a noté une croissance à deux chiffres. Suite à la crise du coronavirus et à des changements dans l'industrie lourde, d'autres groupes de marchandises ont noté une légère baisse.

Aérien

- Le 7 mai à la radio RMF FM le vice-premier ministre Jacek Sasin a dit que « le gouvernement doit et veut aider la LOT ». Le ministre a parlé des discussions en cours avec le Fonds Polonais pour le Développement (*Polski Fundusz Rozwoju PFR*) et la banque publique de développement Bank Gospodarstwa Krajowego (*BGK*) préparant un mécanisme de soutien à la LOT.
- Le site pasazer.com annonce la création de PGL (Groupe aérien polonais) auquel LOT Polish Airlines SA appartient à 100%. Le capital de la société s'élève à 100 000 PLN et le transport aérien de passagers constitue son activité principale. Le conseil d'administration est composé de deux personnes : Stefan Świątkowski (ancien vice-président de KGHM en charge des finances) et Maciej Kacprzak (ancien pilote chez Ryanair et depuis mars 2020 chef des opérations aériennes et des formations chez LOT). Selon le portail, la mise en place de la nouvelle société pourrait suggérer l'existence d'un plan de faillite contrôlée de la LOT. Le lendemain à la Radio Zet Jacek Sasin a nié que la LOT pût être mise en faillite : « Nous sommes déterminés pour sauver la LOT comme le sont les gouvernements des autres pays européens pour sauver leurs compagnies aériennes en octroyant des aides pour ces compagnies ».

Routier

- Le 6 mai les ministères du développement et des infrastructures ont annoncé le démarrage, dans le cadre du "bouclier anti-crise" d'un paquet d'assistance au secteur du transport routier pour une valeur de 1,7 Md PLN (0,4 Md€). D'après le vice-Premier ministre Jadwiga Emilewicz, le gouvernement tient à protéger le secteur polonais des transports qui représente plus de 16% du marché routier des marchandises au sein de l'UE et même 25% du marché de transport international. Parmi les mesures d'aide, réalisées par le biais de l'Agence de développement industriel (ARP) on note la prise en charge des mensualités de leasing du matériel de transport, des crédits de roulement et des prêts de liquidité de 0,8 à 5 M PLN (de 0,12 à 1,2 M€).

Urbain

- Le 25 mai la régie des transports de Cracovie a signé avec SOLARIS (société familiale créée en 1996 près de Poznań, dans l'ouest de la Pologne, rachetée par le groupe espagnol de matériel ferroviaire CAF) un contrat pour la fourniture des 50 bus électriques. La valeur du marché s'élève à plus de 165 M PLN (37, 5 M€). SOLARIS a aussi remporté le marché pour la livraison des 37 bus électriques pour la régie des transports de Poznań. La valeur du contrat est de plus de 90 M PLN net (20, 4 M€). La Pologne se positionne à la 5e place en Europe dans le classement en ce qui concerne le nombre de bus électriques dans les villes. L'entreprise SOLARIS est l'opérateur principal de cette transformation du rable des transports en commun en Pologne – elle a fourni environ 70% de tous les autobus électriques commandés par les villes polonaises.
- Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) vient d'annoncer le programme „*Kangur*” dans le cadre duquel les communes rurales pourront bénéficier d'un cofinancement pour l'achat des bus électriques scolaires et des infrastructures de recharge. Le budget du programme s'élève à 60 M PLN (13, 6 M€).

HONGRIE

Fonds européens

- La brasserie Pécsi a reçu un financement européen de 3,4 M€ pour un projet visant à développer l'utilisation et la valorisation des déchets brassicoles. Le budget total du programme de recherche s'élève à 4,8 M€.

Environnement

- Le gouvernement a proposé un projet de loi visant à faire baisser de 27 à 5% la TVA sur les opérations immobilières dans le cadre de la réhabilitation des friches industrielles des principales villes du pays. Ces zones ne sont pas encore définies précisément, le gouvernement ayant initié une concertation à ce sujet avec les maires concernés. Les projets de réhabilitation ne seront a priori éligibles à cette TVA réduite que s'ils visent à la construction de logements, l'immobilier de bureaux en étant exclu. Cette baisse de TVA vise non seulement à soutenir la construction dans ces zones et à limiter les tensions sur le marché de l'immobilier dans les villes en question, mais aussi à permettre l'utilisation de matériaux plus performants réduisant la consommation d'énergie des ménages.
- Les produits en plastique à usage unique – vaisselle, pailles et sacs plastiques y compris biodégradable – seront interdits en Hongrie à compter du 1^{er} juillet 2021. Après discussion avec les industriels concernés, le gouvernement a décidé de repousser la date d'entrée en vigueur de la mesure, initialement fixée au 1^{er} janvier 2021. Le gouvernement soutiendra les industries concernées dans leur transformation au travers d'un fond de 29 M€.
- L'Agence hongroise de gestion de la dette AKK a commencé des consultations avec des acheteurs potentiels en vue de la création de bons du Trésor « verts », visant à financer des projets environnementaux, comme prévus par la nouvelle stratégie énergétique nationale. Si la demande est suffisante, les obligations seront prochainement émises, à une valeur totale d'environ 1 Md€. La devise d'émission n'est pas encore définie, mais elle sera probablement le yen, le yuan ou l'euro.

Energie

- Lors d'un entretien téléphonique avec le Ministre de l'Innovation et de la Technologie Laszlo Pal kovics, les syndicats patronaux et salariés du secteur de l'énergie ont exprimé leur soutien sur le principe d'obligations d'économie d'énergie tel que décrit dans la nouvelle Stratégie énergétique nationale. Pour mémoire, la stratégie entend faire porter aux producteurs et distributeurs d'énergie la responsabilité de la baisse de consommation énergétique des consommateurs finaux, via des schémas financiers incitatifs – réduction d'impôts si les objectifs sont atteints, pénalités s'ils ne le sont pas.

ENR

- La compagnie Alteo, énergéticien spécialisé dans les énergies renouvelables, a dégagé un bénéfice d'environ 1,1 M€ au premier trimestre 2020. Le chiffre d'affaires du T1 a augmenté de 39% à 26 M€ par rapport à l'an dernier. La structure du chiffre d'affaires et du bénéfice de la société est très différente de celle de l'an passé, et montre l'importance des prix bonifiés offerts par le gouvernement pour l'électricité verte :

Share of Alteo production segments Q1 (%)		
	Revenues	Ebitda
Electricity sold to state	8	53
Energy sold on market	39	21
Energy services	21	18
Energy retail	31	8

Transports

- Selon la presse hongroise, le Ministère de l'Innovation et de la Technologie, autorité de tutelle, aurait demandé aux compagnies de transports publics – bus et trains – de réviser leurs horaires, afin notamment d'éviter un 'doublement' des mêmes trajets. Ainsi, les lignes de bus reliant Budapest à Szeged, Tiszafured, Nagykanizsa, Zalaegerszeg et Komarom seraient suspendues pour l'été au bénéfice des lignes de train. Cette demande viserait à limiter le nombre de voyageurs dans le cadre de l'épidémie de coronavirus, mais pourrait également engager une réorganisation plus globale du secteur.

Ferroviaire

- TMH Hungary Invest, la filiale locale du constructeur ferroviaire russe Transmasholding, va acheter 90% des parts du constructeur de matériel ferroviaire Dunakeszi Járműjavító à l'État hongrois et à la compagnie nationale de chemins de fer MAV. Transmasholding s'engage à maintenir les engagements contractuels actuels liant Dunakeszi Járműjavító à la MAV, concernant notamment l'entretien de matériel roulant. Pour mémoire, une autre filiale de Transmasholding s'était vu attribuer la rénovation de la ligne 3 du métro de Budapest, dans des circonstances critiquées.

Infrastructures

- La construction de la piste d'essai pour véhicules autonomes Zalazone, dans le Sud-Ouest du pays, a terminé une nouvelle étape avec la fin des travaux de la surface de freinage. Elle consiste en huit voies de 750 m chacune, avec un revêtement différent par tronçon de 200 m. Zalazone ambitionne de devenir un centre européen d'essais de voiture autonome, et a à ce titre été l'une des premières zones dans le pays à bénéficier d'une couverture 5G.

Routier

- L'appel d'offres pour la construction d'un pont sur le Danube entre Kalocsa (rive gauche) et Paks (rive droite), où la seule centrale nucléaire hongroise est en cours d'agrandissement et de modernisation, a été attribué à Duna Aszfalt, propriété de Laszlo Szijj, un homme d'affaires proche du pouvoir. L'entreprise devra construire, en plus du pont d'1,1km, 13 km de route reliant Kalocsa à l'autoroute M9 et 11 km reliant Paks au village de Gerjén. Le coût du projet s'élève à environ 270 M€.

Ferroviaire

- Le Parlement a adopté un projet de loi gouvernemental classifiant pour dix ans les documents liés à la construction de la voie de chemin de fer Budapest-Belgrade. Pour mémoire, sa construction est financée à 85% par un prêt chinois, et à 15% sur des fonds gouvernementaux propres, et a été confiée à un homme d'affaires proche du gouvernement, Lorincs Mészáros, suite à un appel d'offre où il était seul soumissionnaire.

REPUBLIQUE TCHEQUE

Fonds européens

- Le Premier ministre tchèque Andrej Babis a critiqué la proposition de la Commission d'un programme de relance européen après la pandémie. Il a déclaré que 750 Md€ était un montant bien trop important, que, pour la première fois de son histoire, la Commission allait émettre de la dette dont le remboursement irait au-delà du CFP 2021-2027 et que la clé d'allocation des financements devrait être la même que pour le CFP, ce qui permettrait à la République tchèque d'en bénéficier davantage. Il a souligné que ceux qui ont

maintenu un faible chômage ne devraient pas être sanctionnés et que le financement ne devrait pas être distribué en fonction du PIB et du taux de chômage mais du RNB. La RT obtiendrait 19,2 Md€ (8,6 Md€ sous forme de subventions et 10,6 Md€ via des prêts à faible taux).

- La République tchèque a retiré son recours devant la Cour de justice de l'UE pour l'annulation de la décision de la Commission européenne du 28 novembre 2019 et a déposé un nouveau recours en annulation contre la décision de la Commission européenne du 30 mars 2020 suspendant les paiements liés au Programme de développement rural de la République tchèque à cause de la suspension des subventions pour Agrofert Holding (30 000 €), en se fondant sur la loi tchèque sur les conflits d'intérêts.

Environnement

- Le ministre de l'environnement, Richard Brabec, a envoyé une lettre officielle (intitulée Déclaration de la République tchèque) à la Commission européenne et aux États membres de l'UE au nom du gouvernement tchèque dans laquelle il a affirmé le soutien de la République tchèque à la neutralité carbone d'ici 2050. Dans le même temps, cependant, il a demandé que cela ne nuise pas à la compétitivité des entreprises européennes et de l'économie européenne en général. M. Brabec a réaffirmé également que la République tchèque compte sur l'utilisation de l'énergie nucléaire pour parvenir à la neutralité climatique et il a préconisé une approche prudente de l'objectif de réduction des émissions d'ici 2030. Parmi les domaines dans lesquels la République tchèque souhaite investir, M. Brabec a nommé les rénovations de bâtiments, la mobilité propre, les mesures anti-sécheresse et les énergies renouvelables.

Eau

- La sécheresse en République tchèque dure depuis six ans maintenant. Elle se manifeste par la diminution des eaux souterraines, mais aussi des eaux de surface qui, de plus, s'écoulent de la République tchèque vers les États voisins. Des températures moyennes plus élevées à long terme augmentent l'évaporation de l'eau. « Il est d'autant plus nécessaire de bien gérer les eaux de pluie sur notre territoire et de les capter au maximum, de les utiliser ou de les laisser pénétrer dans la terre au lieu de ruisseler », prévient le ministre de l'environnement Richard Brabec. Le ministère de l'environnement a donc proposé d'inclure dans le projet de modification de la loi sur l'eau une nouvelle obligation de retenir l'eau de pluie dans toute nouvelle construction.
- Le ministère de l'agriculture tchèque veut réserver 31 zones pour les réservoirs d'eau. Au total, les nouveaux sites permettraient de retenir 273 M m³ d'eau. La plupart d'entre elles sont des localités qui figuraient déjà sur la liste dans le passé, et en ont disparu au cours des dernières décennies après les objections des habitants. La plupart des réservoirs auraient des zones de protection des sources d'eau autour d'eux. Le ministre de l'agriculture M. Toman souligne que, même si la liste des sites s'allonge, il faut au mieux cinq à sept ans pour mener à bien les enquêtes et les études d'impact. La préparation et la construction prennent entre 15 et 20 ans. Il y a actuellement 65 sites dans la zone dite générale pour la rétention d'eau de surface.

Energie

- Le « Comité permanent pour la construction de nouvelles ressources nucléaires » s'est réuni le 27 mai pour discuter de l'avancement des préparatifs du renouvellement des réacteurs nucléaires de la centrale de Dukovany et des étapes à venir. Suite à cette réunion, le Premier ministre Babiš a déclaré en conférence de presse que l'État accorderait un prêt à ČEZ pour la construction d'une nouvelle unité à des conditions très favorables pour l'État et ČEZ. Selon le ministre de l'industrie, du commerce et des transports, K. Havlíček, le prêt de l'État devrait contribuer à 70% du financement de la construction pour un montant attendu d'environ 162 Md CZK (6 Md€), les 30% restants devant être payés par ČEZ, mais cette répartition et ce schéma doivent encore être discutés au Parlement et également validés par la Commission européenne. Cette dernière doit donner son accord sur l'ensemble du projet, notamment sur le financement de la construction dans le cadre des aides d'État.
- Le ministère de l'industrie a récemment présenté un projet de loi pour une transition vers une énergie à faible émission de carbone, qui fournit un cadre pour le financement de la construction. Le projet prévoit que, si le prix d'achat de l'électricité de la nouvelle unité de Dukovany est supérieur au prix de l'électricité sur le marché, les consommateurs paieront la différence par le biais des tarifs du réseau. Dans le second cas, où le prix d'achat sera inférieur au prix du marché, l'impact sur les consommateurs sera inverse. Selon K. Havlíček, « le prix d'achat sera déterminé en fonction des coûts éligibles de l'investissement et du taux de rentabilité interne raisonnable qui sera fixé dans les négociations. L'État mettra ensuite l'électricité sur le marché – via la bourse de l'électricité ». Le Premier ministre Babiš a déclaré que le prix d'achat pourrait, selon les experts, s'élever autour de 50-60 EUR par MWh.
- La presse tchèque a fait état d'un document gouvernemental secret qui doit permettre de garantir que le futur appel d'offres ne puisse pas être remporté par un candidat représentant un risque stratégique pour le pays. Le PDG de ČEZ, D. Beneš, a réitéré fin mai que cinq entreprises sont actuellement intéressées

par la construction de la nouvelle unité nucléaire : le russe Rosatom, le français EDF, le sud-coréen KHNP, le chinois China General Nuclear Power et le nord-américain Westinghouse.

- La « Commission charbon » se réunira le 5 juin à Prunéřov pour continuer à discuter de la sortie progressive du charbon. Selon le ministre de l'environnement, R. Brabec, les premiers résultats importants devraient être attendus à la fin de cette année. En juin, CEZ Energy Group fermera la plus ancienne de ses centrales à charbon à Prunéřov (440 MW). Le directeur financier de CEZ a déclaré que CEZ fermera la plupart de ses centrales à charbon d'ici 2040. Il n'est toutefois pas prévu à ce stade de fermeture des centrales de Počerady et de Chvařetice (qui appartiennent au groupe Sev.en Energy, ou lui appartiendront au plus tard en 2024 pour Počerady).
- L'exploitation de la mine Darkov de la société minière OKD à Karviná (Moravie-Silésie) a été fermée le 29 mai en raison d'une infection massive de ses salariés par le covid-19 (seule une activité minimale, notamment le pompage de l'eau, est maintenue). La situation semble toutefois se stabiliser selon des responsables de la santé publique. La ministre des finances, Alena Schillerová, envisage de soutenir OKD, éventuellement dans le cadre du programme de garantie Covid Plus. OKD est un employeur important en Moravie Silésie avec au total environ 8 500 salariés.

ENR

- Les partisans de l'énergie solaire se sont opposés au projet de modification de la « loi sur le soutien aux ressources renouvelables » qui fixe un taux de rendement interne (TRI) à 6,3% pour les centrales solaires, soit le niveau minimum de la fourchette agréée par la Commission européenne. Selon eux, la baisse du soutien pourrait rendre impossible la couverture des coûts de financement et pourrait détruire le secteur solaire en République tchèque. Selon le ministre de l'industrie et du commerce K. Havlíček, le soutien aux centrales solaires est disproportionnellement élevé - 29,2 Md CZK (1,06 Md€) par an pour seulement 2% de la production totale d'électricité, par rapport à la production d'électricité à partir de la biomasse, qui représente 4,6% de la production totale d'électricité et n'obtient que 4 Md CZK (0,15 Md€) de soutien par an.
- 327,5 Md CZK (11,88 Md€) devront être investis pour atteindre l'objectif de développement des sources renouvelables, fixé par le ministère de l'industrie et du commerce d'ici 2030. Selon une étude menée par des experts de la Chambre des énergies renouvelables (Komora OZE) et de l'Université technique tchèque (CVUT), environ 70 Md CZK (2,54 Md€) de soutien public seront nécessaires pour déclencher ces investissements. Le montant de 327,5 Md CZK se décompose en 141,6 Md CZK (5,14 Md€) pour la production de chaleur, 135,7 Md CZK (4,93 Md€) pour la production d'électricité et 50,3 Md CZK (1,82 Md€) pour la production de bio méthane. Les centrales photovoltaïques représentent la plus grande part (64%) des besoins d'investissement dans la production d'électricité à partir d'EnR ; les centrales éoliennes 21% ; les autres technologies (géothermie, petites centrales hydroélectriques, biomasse et biogaz) 15%.
- La demande de panneaux photovoltaïques pour les toits en République tchèque est en augmentation malgré l'épidémie de coronavirus : le nombre de demandes de subventions dans le cadre du programme « New Green Savings » s'est élevé à 1 792 pendant la période janvier-mai, selon les données du ministère de l'environnement.

Transports et Infrastructures

- En vue de redresser rapidement l'économie après la pandémie, le gouvernement tchèque prévoit d'investir davantage dans le secteur de la construction. Dans ce contexte, le ministère du développement régional a soumis au conseil législatif (équivalent tchèque du SGG) le projet de loi sur la planification territoriale et la construction qui devrait substantiellement accélérer et simplifier les procédures d'autorisation de construction et réformer l'administration de la construction en prévoyant une nouvelle organisation centralisée et indépendante de bureaux de construction chapeauté par un Bureau Suprême de construction nouvellement créé. Le projet de loi fait l'objet de nombreuses critiques de la part des communes et des organisations écologiques dont les droits et compétences seraient restreints par cette nouvelle législation. Un autre projet de loi sur l'accélération de la construction d'infrastructures de transport, d'eau et d'énergie est parallèlement en cours de préparation.

Ferroviaire

- Le gestionnaire tchèque des infrastructures ferroviaires, SŽ, et son homologue allemand DB Netz ont lancé conjointement un appel d'offres pour la gestion du projet de LGV Prague –Dresde (gestion et coordination de l'ensemble des activités liées à la préparation de la ligne et gestion de l'ensemble des fournisseurs au cours de la phase de planification). Le marché concerne la première partie de la future LGV : le tunnel sous les Monts Métallifères et l'interconnexion de la nouvelle ligne avec le nœud ferroviaire d'Ustí nad Labem. Le marché est lancé sur la base de l'accord de coopération pour la préparation du projet « Nouvelle connexion ferroviaire Dresde – Prague » de l'année dernière, conclu entre SŽ et DB Netz et DB Energie. Le marché est géré par DB Netz et son exécution est prévue entre 2020 et 2024.

- Le gestionnaire tchèque des infrastructures ferroviaires, SŽ, a lancé un nouvel appel d'offres pour l'élaboration des documents nécessaires (y compris documents pour l'évaluation de l'impact environnemental EIA et pour le permis d'aménagement territorial) au premier tronçon pilote de la LGV Prague – Běchovice - Poříčany (LGV Prague-Brno). La date limite de soumission des offres est fixée au 15 juin 2020. La valeur estimée du contrat est de 240 M CZK (9,6 M€). L'AO est basé sur la méthode Best Value Approach/Best Value Procurement.

Routier

- Afin de redynamiser le transport routier de marchandises, frappé par la crise sanitaire, le gouvernement tchèque a approuvé une réduction de 25% de la taxe automobile pour les véhicules des entreprises de poids maximal autorisé supérieur à 3,5 t, avec effet rétroactif au 1er janvier 2020. Le bénéficiaire de ces recettes fiscales, le Fonds national d'infrastructures de transport SFDI, estime les pertes liées à cette mesure à plus de 1 Md CZK.

Aérien

- La compagnie aérienne Czech Airlines (CSA) a repris le 18 mai les vols réguliers vers cinq destinations (Paris, Amsterdam, Stockholm, Francfort et Bucarest) après plus de deux mois d'interruption temporaire causée par la pandémie. D'autres vols assurés par la compagnie aérienne vers Košice, Budapest et l'Islande seront remis en place à partir du 15 juin. La compagnie a également annoncé la relance à partir de 25 juin de la liaison Prague - Londres Heathrow, supprimée en novembre 2019.
- Les aéroports internationaux de Brno, Ostrava, Karlovy Vary, Pardubice et de Prague-Kbely ont repris depuis le 26 mai les vols au sein de la zone Schengen, jusqu'à cette date assurés, en raison de la pandémie, seulement par l'aéroport de Prague.
- Selon l'information du Service de contrôle du trafic aérien, ŘLP, la circulation aérienne en République tchèque a diminué de 83,5% au mois d'avril par rapport au même mois de l'année précédente. ŘLP, depuis longtemps une entreprise hautement rentable, évalue désormais la perte de ses recettes en 2020 à 1,2 Md CZK. L'entreprise espère pouvoir bénéficier d'une aide de 750 M CZK de l'agence EUROCONTROL dans le cadre du prêt bancaire général de 1,2 Md€ en cours de négociations. ŘLP a également conclu un contrat avec la banque Komerční Banka pour un prêt d'une valeur de 1 Md CZK (35 M€) pour l'achat d'un nouveau système de contrôle auprès de Thales.
- Eurovia CS a remporté, dans le cadre d'un groupement avec Hochtief, un marché pour les travaux d'extension de l'aéroport de Prague (transfert partiel d'une voie de circulation et construction d'une nouvelle aire de trafic dans la partie sud de l'aéroport qui sert en particulier aux vols privés). La valeur du contrat est de 835 M CZK (33,3 M€) sans TVA. Dans ce contexte, le PDG de l'aéroport de Prague, Václav Řehoř, a affirmé que la crise n'avait pas modifié les plans de développement à long terme de l'aéroport et qu'un agrandissement du terminal 2 en 2028 et une nouvelle piste d'atterrissage sont toujours prévus. N'étant pas en mesure de financer ces investissements par ses propres moyens, l'aéroport aspire à être qualifié d'éligible à un soutien financier du Fonds national de développement.

Urbain

- La société des transports publics de Prague, DPP, a entamé des consultations auprès de huit sociétés fournisseuses potentielles préalablement au marché d'un système de pilotage et d'exploitation automatiques ainsi que de rames sans conducteur pour la ligne C déjà existante et la future ligne D du métro. Parmi les huit sociétés sollicitées figurent Alstom, Siemens, STS du groupe Hitachi, Bombardier ou encore Thales et Stadler. Le premier tour des consultations devrait se poursuivre jusqu'à la mi-juillet et permettre de recueillir les informations et la documentation nécessaires à la détermination des conditions de l'appel d'offres que DPP entend lancer dans le courant du 1er semestre 2021 à la fois pour la ligne D ainsi que pour la modernisation de la ligne C, la plus fréquentée des trois lignes de métro existantes à Prague.
- Eurovia CS a contesté l'appel d'offres sur la construction de la 1ère partie de la ligne automatique du métro D à Prague. Eurovia considère que le cahier des charges est contraire aux principes de base de la procédure de passation, en particulier aux principes d'égalité entre les parties, d'interdiction de la discrimination et de transparence. L'entreprise constate que le cahier des charges favorise les sociétés Metrostav, Hochtief et Strabag qui actuellement mènent des travaux géologiques sur la future ligne. Le prix du marché est d'environ 11 Md CZK (0,44 Md€).

SLOVAQUIE

Gouvernement

- Suite aux résultats des élections législatives du 29 février 2020, le nouveau gouvernement a pris ses fonctions le 21 mars 2020 pour quatre ans. Le nouveau gouvernement centre-droit est composé de quatre partis politiques :

- OLaNO « Gens ordinaires et personnalités indépendantes » (centre droit conservateur, 25,02 % aux élections) : le premier ministre, le vice-premier ministre et ministre des Finances, le ministre de l'Agriculture et du développement rural, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Défense, le ministre de l'Environnement, le ministre de la Santé, la ministre de la Culture en sont issus,
- Sme Rodina « Nous sommes une famille » (populiste, 8,24 % aux élections) : le vice-premier ministre et ministre de la législation et de la planification, le ministre des Transports et de la construction, le ministre du Travail, des affaires sociales et de la famille en sont issus,
- SaS « Liberté et solidarité » (droite libérale, 6,22 % aux élections) : le vice-premier ministre et ministre de l'Economie, le ministre des Affaires étrangères et européennes, le ministre de l'Education, de la science, de la recherche et du sport, en sont issus,
- Za ludi « Pour les gens » (centre droit, 5,77 % aux élections) : la vice-première ministre et ministre pour les investissements et l'informatisation de la société, et la ministre de la Justice en sont issus.

Le nouveau gouvernement détient la majorité constitutionnelle, à savoir 95 députés sur un total de 150 députés au parlement. Le programme de politique générale du gouvernement et la motion de confiance au gouvernement ont été votés le 30 avril par 93 députés sur 141 présents lors du vote.

Energie

- Le secteur énergétique est de la compétence du ministère de l'Economie contrôlé par le parti libéral SaS. Le ministre M. Richard Sulik reste en effet le président du parti SaS. A ses côtés au ministère se trouve M. Karol Galek au poste de secrétaire d'Etat chargé de l'énergie. C'est un expert en matière énergétique. Il a créé la société Generm qui est active dans la gestion de projets énergétiques verts, la construction des installations et des centrales photovoltaïques. Sa société est un des membres fondateurs de l'Association slovaque de l'industrie photovoltaïque. Dans son programme de politique générale, le gouvernement s'engage au renforcement de la compétitivité sur le marché des énergies, à l'introduction de nouveaux instruments de soutien aux énergies renouvelables et sur le prix final d'électricité jugé trop élevé en Slovaquie surtout par les industriels grands consommateurs.
- Les subventions à la production d'électricité à partir du charbon s'arrêteront au plus tard le 31 décembre 2023. Le programme prévoit également la dérégulation progressive des prix et le fonctionnement indépendant de l'Autorité de régulation. Concernant les réseaux de chauffage, la fin des monopoles est prévue dans le programme de politique générale afin de permettre au consommateur de choisir son fournisseur mais la déconnexion du réseau central nécessitera toutefois l'accord de fournisseur de chaleur ce qui protège les infrastructures d'une déconnexion massive. Quant à l'énergie nucléaire, le gouvernement examinera en détails tout le processus de construction du 3ème et 4ème blocs nucléaires à Mochovce et engagera la responsabilité des différentes sociétés concernées pour les retards et les coûts de construction élevés. Pour mémoire, les deux blocs devaient démarrer leur production en 2012 et 2013, avec des coûts de construction prévus initialement à hauteur de 2,8 Md€. Aujourd'hui, les travaux ne sont toujours pas finis et le budget est proche de 6 Md€. Enfin, le programme de politique générale prévoit d'engager un débat public sur le sujet du stockage permanent des déchets nucléaires, sur la base d'une étude sur la gestion des déchets nucléaires.

Transports

- M. Andrej Dolezal a été nommé au poste de ministre des Transports et de la Construction. M. Dolezal est un expert des technologies de l'information et de la communication avec une expérience professionnelle de plusieurs années au sein de plusieurs chaînes de télévisions privées et publique en Slovaquie. Dans son programme de politique générale, le gouvernement s'est donné comme objectif d'améliorer fondamentalement les infrastructures ferroviaires et routières existantes notamment par l'augmentation des dépenses liées à la maintenance et à la reconstruction des routes nationales, des ponts et des lignes ferroviaires. Le ministère publiera un Plan stratégique de développement des transports ainsi qu'un Plan d'investissement pour les projets prioritaires pour une période minimale de dix ans. Le gouvernement s'attaquera aussi à la problématique du trafic routier et de la circulation critique dans la capitale Bratislava. Selon le programme de politique générale, l'objectif du gouvernement est d'avoir un système de transport durable, intelligent, intégré et vert. Il suivra donc les principes suivants :
 - prise de décision sur la base de données et de valeur ajoutée sociétale
 - politique de transport qui soutient la croissance économique durable
 - renforcement de la R&D et du soutien à l'innovation
 - intégration de nouveaux instruments financiers
 - mise en place du transport intégré axé sur l'utilisation des moyens de transport écologiques
 - infrastructures de transport avec de nouveaux services, une fiabilité plus importante et plus de flexibilité
 - création de meilleures conditions pour une compétitivité renforcée
 - meilleure coordination de la politique de transport et de construction

- Concernant le transport routier, le gouvernement s'engage à poursuivre le développement des infrastructures routières et autoroutières même si le document n'indique aucun objectif chiffré relatif à l'interconnexion des deux plus grandes villes slovaques, Bratislava (ouest) et Kosice (est).
- S'agissant du transport ferroviaire, le gouvernement en fera la colonne vertébrale des moyens de transport. Le programme de politique générale reconnaît que la part du transport ferroviaire de marchandises est trop faible, et que son développement contribuera aux objectifs environnementaux.
- Quant au transport aérien, le gouvernement poursuivra ses recherches d'un partenaire stratégique pour le développement de l'aéroport de Bratislava.

Transport routier

- La Société nationale des autoroutes a finalisé la liste des sociétés de construction autorisées à participer à la finalisation des travaux de construction du tunnel Visnove (contournement de Zilina au nord du pays). La valeur estimée de ce marché public est de 261 M€. Quatre sociétés / consortiums sont en lice :
 - Metrostav DS Slovensko, Metrostav Cesko
 - consortium Strabag, Doprastav, Vahostav, TuCon
 - Skanska SK, Skanska CZ, Skanska PL
 - Ferrovia Agroman, Budimex

La presse souligne que la participation de Skanska est très intéressante car cette société ne répond pas en général aux grands appels d'offres publics en Slovaquie. Elle est capable de proposer des prix concurrentiels et de tenir les délais comme ce fut le cas l'année dernière pour le tronçon sur l'autoroute D1 Budimir – Bidovce (à proximité de Kosice) pour 197 M€. Pour mémoire Skanska avait participé en consortium avec Strabag au premier AO sur le tronçon D1 Lietavska Lucka – Dubna Skala (dont fait partie le tunnel Visnove) au moment de son lancement fin 2011 – début 2012 en proposant le prix le plus bas (338 M€) mais le contrat avait finalement été attribué au consortium de Salini Impreglio (Italie) / Duha (Slovaquie) puis résilié suite aux retards et renchérissements des travaux. A noter que la filiale slovaque de la société espagnole Ferrovia détient 65 % au sein de la société slovaque D4R7 Construction chargée des travaux de construction du contournement de Bratislava. Concernant le tunnel Visnove, il ne s'agit que de la première phase de ce marché public. Les entreprises intéressées ont à prouver qu'elles ont suffisamment d'expérience et en bonne santé financière pour terminer les travaux dans les délais. Selon la Société nationale des autoroutes, s'il n'y a pas d'obstruction pendant le processus, l'évaluation des conditions du nouvel appel d'offres pourrait être finalisée dans deux mois. Les entreprises qualifiées seront par la suite invitées à la deuxième phase pour un dialogue compétitif avec les meilleurs participants en vue de présenter leurs solutions technologiques. Après la finalisation du dialogue, les participants seront invités à présenter l'offre finale avec le prix. La Société nationale des autoroutes veut attribuer l'appel d'offres d'ici la fin de l'année pour que le tunnel soit mis en service en 2023, date limite pour utiliser les fonds européens de la période 2014-2020 (la Slovaquie bénéficie de la règle n+3).

Transport ferroviaire

- Le 22 mai, le journal officiel de l'Autorité des marchés publics a publié les résultats de l'appel d'offres lancé par la Société publique chargée des infrastructures ferroviaires, Zeleznice Slovenskej republiky (ZSR) : le consortium « Zdruzenie pod Dubnom », formé des sociétés Strabag, Eurovia CS du groupe Vinci, Subterraas et AZD a été retenu pour réaliser les travaux de construction de la gare de triage et des infrastructures de connexion ferroviaire du nœud de Zilina (nord du pays). Le consortium « Uzol Zilina » (TSS Grade, Doprastav, PORR, Vahostav, Elektrizace zeleznic Praha) est arrivé deuxième au classement et n'a donc pas été retenu. La société ZSR a mis en avant le seul critère du prix comme ayant été décisif. Le consortium gagnant a remis une offre de 323,4 M€ hors TVA contre 328,1 M€ pour le consortium « Uzol Zilina ». La valeur estimée des travaux est en réalité supérieure de 30 M€ par rapport à l'offre finale. Le perdant peut encore contester les résultats et faire appel de la décision. Si ZSR réussit à conclure ce contrat, il s'agira du deuxième plus gros contrat ferroviaire de l'histoire après le contrat de modernisation du tronçon de 17 km pour 365 M€ (pour mémoire, ces travaux sont réalisés par certaines sociétés qui font partie du consortium perdant, notamment TSS Grade et Doprastav). Le nœud de Zilina est le dernier tronçon de modernisation des lignes ferroviaires à grande vitesse (160 km/h) entre Bratislava et Zilina (203 km).

Transport aérien

- Le ministre des Transports, M. Dolezal, envisage la possibilité de louer l'aéroport de Bratislava à un investisseur privé pour la durée de 25 ou 30 ans. Le projet de concession de l'aéroport déjà dans les tuyaux est donc à nouveau à l'ordre du jour même si le processus est suspendu à cause de la crise. Le ministre confirme que l'aéroport a besoin d'investissements importants (dizaines voire centaines de millions d'euros) car l'aéroport ne dispose pas de ressources propres et l'Etat, étant donné les règles relatives aux aides publiques, a les mains liées. Aussi, pour le ministre, l'entrée d'un concessionnaire est la seule possibilité pour relancer l'aéroport. Le programme de politique générale mentionne d'ailleurs l'acquisition d'un partenaire stratégique pour l'aéroport de Bratislava. Aujourd'hui, l'aéroport sert de

parking pour de nombreuses compagnies aériennes comme Eurowings, Austrian Airlines et autre. L'aéroport offre également ses services de maintenance via la société Austrian Technik Bratislava dotée de 300 employés.

Environnement

- Le programme de politique générale du gouvernement reconnaît que la Slovaquie est en retard en ce qui concerne la protection de l'environnement et souligne le besoin d'un comportement nécessairement plus raisonnable vis-à-vis de la richesse naturelle du pays. Le gouvernement y confirme son engagement vis-à-vis de l'Accord de Paris et de l'Agenda 2030 (avec ses 17 objectifs).
- Le nouveau ministre de l'Environnement, M. Jan Budaj, ancien activiste de droits de l'homme sous le régime communiste de la Tchécoslovaquie, s'est joint, le 17 avril 2020, à l'initiative pour soutenir le Pacte vert pour l'Europe et la Relance verte de l'économie européenne. Pour le ministre, le Pacte vert est un objectif majeur de son ministère. Il est le seul des pays du groupe de Visegrad à y avoir adhéré. Le ministre a récemment souligné que les impacts de la crise seraient douloureux mais de court terme comparés à l'absence de mesures pour lutter contre la crise climatique dont les effets seront visibles sur le long terme. Pour lui, l'engagement vers une neutralité carbone est crucial. Il veut saisir l'occasion de la relance économique pour faire de la Slovaquie un pays plus sain, et propre.
- En matière de gestion des déchets, le ministre est très critique vis-à-vis de certaines sociétés qui acheminent vers la Slovaquie des déchets mélangés sans aucune valeur énergétique pour les incinérer sous que la loi permet leur valorisation énergétique. M. Budaj considère que la loi est détournée car les municipalités slovaques n'arrivent pas en réalité à « valoriser énergétiquement » leurs déchets car ils n'en ont pas des moyens financiers pour le faire alors que l'incinération des déchets en Slovaquie reste pour les Autrichiens et les Italiens très bon marché. Par conséquent, l'une des solutions pour les municipalités préconisée par le ministre est l'interdiction totale d'importation de déchets sur le sol slovaque, même pour la valorisation énergétique, et l'augmentation des prix de mise en décharge pour en limiter l'utilisation. Pour le ministre, la Slovaquie se trouve actuellement dans une impasse ; l'enjeu est donc de redonner confiance aux citoyens vis-à-vis de leurs autorités pour qu'ils acceptent à terme la construction de nouvelles installations d'incinération. Pour ce faire, la Slovaquie doit considérablement baisser la production de déchets et rendre le tri de déchets plus populaire. Le tri notamment celui des bio-déchets est particulièrement difficile dans les grandes villes.
- En matière de gestion durable des forêts, le programme de politique générale en fait un élément décisif d'aménagement du paysage. La sylviculture est perçue par le gouvernement comme partie intégrante de l'économie circulaire et de la bio économie sobre en carbone. Mais le dossier n'est pas attribué au ministre de l'environnement. Il revient au nouveau ministre Jan Micovsky, forestier et activiste reconnu dont la lutte contre la corruption a été récompensée par le prix anticorruption « Biela vrana » (Corneille blanche) en 2010. Les forêts en Slovaquie font l'objet de toutes les convoitises et la situation est très tendue ; le ministre de l'agriculture recommande de résoudre le conflit non pas en faveur des sylviculteurs, des activistes environnementaux, ou des industriels du bois mais en faveur des forêts et de la société. Les forêts doivent être l'assurance d'un pays sain et non un revenu pour le budget d'Etat. Une gestion proche de la nature permettra de stabiliser les forêts et de leur permettre d'assurer leurs fonctions primaires. Or, aujourd'hui, seuls 2% des forêts sont gérées de cette façon. Le gouvernement veut donc s'appuyer sur le concept « Pro Silva » comme outil de cette transformation.

LETONIE

Energie

- L'opérateur letton de transport et de stockage de gaz « Conexus Baltic Grid » (Conexus) a terminé les réparations du gazoduc Viesi-Tallinn près de Valmiera. Les travaux de reconstruction étaient nécessaires pour faire face aux risques d'accidents dans cette section du gazoduc. En même temps, le gazoduc réparé permettra d'augmenter la pression dans la conduite et d'augmenter le volume du gaz livré à la Finlande et l'Estonie. Ces travaux de reconstruction sont aussi à mettre en perspective avec le projet d'amélioration de l'interconnexion gazière entre la Lettonie et la Lituanie. Le coût des travaux a représenté 450 000 €.

Transport

- Le Gouvernement letton s'est engagé à augmenter jusqu'à 250 M€ la part de l'Etat dans le capital de la compagnie aérienne Air Baltic. La part de l'Etat letton dans le capital de l'entreprise pourrait ainsi passer de 80,05% à 91%. Un premier versement de 204 MEUR a été versé, puis le Gouvernement observera l'évolution de la du groupe et appréciera si Air Baltic a besoin de deux autres versements d'un total de 46M€. L'actionnaire minoritaire de la compagnie aérienne, Aircraft Leasing 1, qui appartient au citoyen danois Lars Thuesen, a décidé de ne pas participer à la première étape, mais il aura la possibilité de se joindre aux étapes suivantes. La décision du Gouvernement letton doit encore être approuvée par la Commission européenne.

- Le chiffre d'affaires de la compagnie aérienne Air Baltic sera inférieur à 200 M€ en 2020, a déclaré le PDG de la compagnie Martin Gauss. Il a expliqué qu'au cours des deux derniers mois, les recettes de la compagnie avaient été réduites à quelques centaines de milliers d'euros par mois contre 40-50 M€/ mois avant la pandémie de Covid-19. Selon les prévisions d'avant-crise, Air Baltic aurait dû atteindre un chiffre d'affaires de 580 M€ en 2020.
- Afin de diminuer les conséquences économiques provoquées par la crise COVID-19 en évitant de s'endetter davantage, le Gouvernement letton a décidé le 19 mai 2020 de redéployer 500 M€ des Fonds européens non utilisés durant la période de programmation en cours. 283 M€, seront utilisés pour la réalisation des projets dans le domaine des transports, dont 13,4 M€ doivent servir à la modernisation de l'infrastructure ferroviaire de transport de passagers et à l'achat de nouveaux trains à moteur Diesel (l'électrification de la voie est-ouest ayant été repoussée dans le temps) et 45,3 M€ pour les projets de modernisation des ports de Riga et de Liepaja. 36 M€ doivent être alloués aux projets de tramways à Liepaja et à Daugavpils, tandis que 10 M€ serviront au développement du transport urbain par autobus à Daugavpils.
- Avec 8,013 M t traitées, le volume de marchandises transportées par le rail au cours des quatre premiers mois de 2020, a chuté de 46,9% par rapport à la même période en 2019. Le fret international représente plus de 94% du volume transporté par les chemins de fer lettons (7,56 Mt), dont presque 85% sont des marchandises passant en transit (-48,5% par rapport à janvier-avril 2019)

Infrastructures

- Onze entreprises de huit pays (Lettonie, Allemagne, Italie, Espagne, Pologne, France, Turquie et Autriche) ont été sélectionnées pour participer à la deuxième phase de l'appel d'offres lancé le 1er novembre 2019 par l'entreprise « Eiropas dzelzcela linijas (EDZL) », structure lettone dédiée à la construction du projet ferroviaire inter-balte Rail Baltica, et portant sur la construction de la gare ferroviaire « Rail Baltica » et des infrastructures connexes à l'aéroport international de Riga. Le délai de remise des offres est le 3 août 2020. Le contrat avec le gagnant de l'appel d'offres devrait être signé à la fin de l'année 2020, afin de commencer les travaux de construction en 2021. Le coût total du projet est estimé à un montant situé entre 250 à 280 M€.
- Au cours des quatre premiers mois de 2020, les terminaux opérant dans le port de Ventspils, ont transbordé 4,772 M t de marchandises, en baisse de 41,1 % par rapport à janvier-avril 2019. Les cargaisons liquides ont représenté presque 64% (3,039 tonnes) du volume total des marchandises traitées par les terminaux du port de Ventspils en janvier-avril 2020, en baisse de 11 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les cargaisons en vrac ont diminué de 4,4 fois pour atteindre 864 000 t, tandis que le fret général a augmenté de 2,6 % (869 000 t). Le nombre de navires accueillis port de Ventspils au cours des quatre premiers mois de 2020 a représenté 457, soit une baisse de 17,4% par rapport à la même période de l'année précédente. Parmi les navires desservis par le port, 331 étaient des navires de transport de marchandises et 126 des pétroliers.
- L'aéroport international de Riga (RIX) a accueilli 3 043 passagers en avril, ce qui représente une contraction de 99,5 % par rapport à 2018. RIX a traité 1, 254 M de passagers au cours des quatre premiers mois de 2020, en baisse de 39,6 % par rapport à la même période en 2019.
- Au 1er trimestre 2020, le chiffre d'affaires de la JSC Latvijas Gaisa satiksme (LGS), société publique gérant le contrôle aérien, a atteint 5,617 M€, en baisse de 18,2% par rapport à la même période en 2019. Les pertes de la société ont atteint 1,007 M€. En janvier-mars 2020, LGS a contrôlé 53 268 vols, ce qui est une diminution de 15,6% par rapport à janvier –mars 2019. Pour faire face à la crise, le capital social de la société a été augmenté de 6 M€.
- Au 1er trimestre 2020 (qui ne compte que 15 jours de situation d'urgence), le volume de construction avait progressé de 14,9% par rapport à la même période en 2019, et a atteint 414,8 M€. Le volume de construction de bâtiments a augmenté de 16,4%, des infrastructures de 16%, tandis que celui des travaux de construction spécialisés, de 9,7%. En ce qui concerne les infrastructures, le volume de construction a fortement progressé dans le secteur de construction des bâtiments hydrotechniques (+41,5%) et des infrastructures ferroviaires (+25,5%). Le nombre de permis de construire dans le bâtiment résidentiel délivrés au cours du 1er trimestre 2020 a progressé de 13% par rapport à l'année précédente. Les $\frac{3}{4}$ des permis de construire concernent les constructions nouvelles.
- Au cours des quatre premiers mois de 2020, le port de Liepaja a transbordé 2,17 M t de marchandises, ce qui représente une baisse de 14,5 % par rapport à janvier-avril 2019. Au cours de cette période, le port de Liepaja a accueilli 562 navires de transport de marchandises, soit 20 navires de moins qu'en janvier-avril 2019 et 8614 passagers, en baisse de 9,9%. Les céréales sont quasiment maintenues et n'ont connu en janvier-avril 2020 une diminution de seulement -2,2% par rapport à la même période de l'année 2019. Les cargaisons liquides ont progressé de 33,5% par rapport à 2019, tandis que le fret général augmentait de 7,3% (plus de la moitié étant des cargaisons RO/RO).

Environnement

- Afin de contenir l'effet économique de la crise du COVID-19 et de favoriser l'activité économique dans les régions, le Gouvernement a soutenu la proposition du ministère de l'Environnement et du développement régional (VARAM) d'allouer 14,9 M€ de fonds de cohésion pour le développement du traitement biodégradable des déchets. Ce financement permettra d'améliorer le système de traitement des déchets en Lettonie et de diminuer le volume des déchets ménagers mis en décharges.

LITUANIE

Energie

Electricité

- Le chiffre d'affaires de la société lituanienne de distribution d'électricité et de gaz naturel *ESO* (Energijos Skirstymo Operatorius AB) s'est élevé à 166,2 M€ au cours des quatre premiers mois de 2020, en hausse de 11,2% en glissement annuel. Le prix du service de distribution d'électricité en hausse de 11%, qui avait été approuvé par l'autorité de régulation, a eu un impact positif sur les revenus de l'entreprise.
- Les sociétés lituanienne et polonaise de transport d'électricité, *Litgrid* et *PSE* ont annoncé une coopération poussée sur le projet de connexion électrique sous-marine "Harmony Link" qui est estimé à 683 M€. Les travaux en mer Baltique concernant ce projet doivent en principe s'échelonner sur la période 2021-2025. Il est prévu que Litgrid exploite une station de conversion en Lituanie, et PSE une autre en Pologne ; chaque société détiendra 50% du câble sous-marin. Le projet sera financé par le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), ainsi que par les fonds propres de Litgrid et de PSE (50% chacun), PSE étant nommé coordinateur financier au travers du MIE. *Litgrid* et *PSE* achèteront conjointement les services d'ingénierie pour ce projet et concluront un contrat de maintenance tripartite. Les solutions de conception et les paramètres techniques de la connexion *Harmony Link* seront approuvés par Litgrid et PSE d'un commun accord. Il est prévu que les contrats soient régis en droit polonais et que les éventuels contentieux soient gérés par l'Institut d'arbitrage de la Chambre de commerce de Stockholm. Chaque entreprise sélectionnera des entreprises, signera des contrats et mettra en œuvre des projets. *Litgrid* annonce des appels d'offres pour des travaux de construction d'un câble à courant continu, et PSE pour les travaux en sous-traitance de la construction de stations de conversion en Lituanie. Pour en savoir plus, vous pourrez consulter le site : <https://cvpp.eviesiejipirkimai.lt/>.

ENR

- Dans une lettre adressée à la Commission européenne le ministre de l'Énergie M. Ž. Vaičiūnas appelle au réexamen de la stratégie industrielle de l'UE et à la relocalisation au sein de l'UE de composants d'éoliennes, de panneaux solaires ou la R&D en matière de stockage d'énergie provenant de l'énergie éolienne ou solaire (<https://agenceurope.eu/en/bulletin/article/12481/11>).

Transports

Ferroviaire

- Le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire du pays - la société « *Infrastructure ferroviaire lituanienne* » (*LGI*) - annonce l'ouverture de son infrastructure ferroviaire aux transporteurs étrangers. *LGI* a signé le premier contrat international en matière de l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire publique du pays avec la plus grande société de fret en Pologne, *PKP Cargo*. Pour K. Sankovskis, directeur général de *LGI*, cet accord favorisera (i) le transport de marchandises entre la Lituanie et la Pologne, mais créera également (ii) des conditions préalables pour accroître la concurrence entre les transporteurs en Lituanie et (iii) garantira l'utilisation la plus efficace de l'infrastructure ferroviaire du pays.
- Selon le ministre des Transports et des Communications, qui avait autorisé les Chemins de fer lituaniens (*LG*) à signer le contrat avec Inabelec, le consortium espagnol de construction d'infrastructures Elecnor et la société d'ingénierie Instalaciones Inabensa, l'audit considère (i) qu'il n'aurait pas fallu réunir les deux projets dans un seul appel d'offres ; (ii) qu'au final les deux projets auraient été plus chers que s'ils avaient été conçus séparément ; (iii) que la Lituanie risquait de perdre les financements européens (qui s'élevaient à 200 M€ pour 163 M€ de part locale). Les Chemins de fer lituaniens se sont défendus en déclarant qu'ils prévoyaient d'achever le projet à temps pour bénéficier des fonds européens - d'ici 2023 - et que, contrairement aux allégations de l'audit, le projet avait coûté moins cher que si les deux tronçons avaient été traités séparément. Les experts considèrent que l'audit à charge contre Lietuvos Geležinkeliai (*LG*) pourrait en réalité être destiné à remplacer le Président de *LG*.
- En 2019, le train de conteneurs intermodal *Vilnius Express*, circulant sur la ligne régulière Klaipėda-Vilnius-Klaipėda, a transporté 45% de fret de plus par rapport à 2018. L'entreprise *Gen Cargo*, exploitant de cette ligne de train depuis l'été 2018, souligne qu'une telle croissance avait été rendue possible par (i) le bon positionnement concurrentiel, (ii) les services supplémentaires offerts par le transporteur. Le

communiqué de presse de l'entreprise indique également que certaines sociétés apprécient le fait que le service de Gen Cargo était peu polluant : en moyenne, un camion consomme environ 31 l de carburant / 100 km pour transporter un EVP, et la nouvelle locomotive moderne - seulement 3,2 l / 100 km, soit près de dix fois moins de pollution.

Aérien

- Le ministère des Transports et des Communications propose de créer un transporteur aérien national, voire une « compagnie aérienne virtuelle » (une compagnie aérienne ne possédant pas d'aéronefs mais faisant appel à des compagnies charters affrétées sur une base régulière), afin d'améliorer l'accessibilité aérienne du pays. Selon le ministre lituanien des Transports et des Communications, cela pourrait avoir sa pertinence pour permettre la reconnexion de la Lituanie avec le reste de l'Europe dans une situation comparable à celle précédant la crise de la COVID-19. Le nouveau transporteur aérien national, financé par le budget de l'État, pourrait être créé d'ici la fin de 2020, voire le début 2021. S'il s'agit d'une « compagnie aérienne virtuelle », des heures de vol pourraient être achetées, ainsi que d'autres services liés aux activités du transporteur aérien, tels que la billetterie. Le Ministère indique que l'exemple pourrait être ici le transporteur aérien estonien *Nordica*. Or, il apparaît que *Nordica* n'est pas une « compagnie aérienne virtuelle » mais une société détenue à 49% par la compagnie polonaise LOT, le solde étant dans les mains de l'Etat estonien. On notera que les « compagnies aériennes virtuelles tendent à disparaître, et que les autorités de l'aviation civile européenne souhaitent les faire disparaître, afin que les passagers puissent connaître le nom des compagnies aériennes qui les transportent effectivement, et que les compagnies aériennes soient dûment surveillées par les directions de l'aviation civile du pays qui en ont la tutelle.

Secteur BTP

- Selon le maire-adjoint de Vilnius, le gouvernement pourrait réaffecter le financement dont bénéficiaient les transports urbains de Vilnius, les infrastructures sportives de la ville ou encore l'entretien de l'espace public à l'entretien des routes. On rappellera que du fait que sa population excède largement le PIB par habitant de la Lituanie, il est prévu que la région de Vilnius ne bénéficie plus de conditions préférentielles européennes dans le cadre du prochain budget européen.

ESTONIE

Environnement

- Le Parlement estonien a adopté en séance publique un projet de loi initié par le gouvernement modifiant la loi sur la protection de l'air et la loi sur les droits d'accises sur l'alcool, le tabac, le carburant et l'électricité. Le projet de loi a été adopté par 88 voix pour et une voix contre. Selon la première loi sur la protection de l'air, les fournisseurs auront la possibilité de remplir leur obligation de réduire mensuellement leurs émissions de gaz à effet de serre générées pendant le cycle de vie du carburant sur une base semestrielle en 2020 et annuelle à partir de 2021. Le projet de loi modifiera également la définition de fournisseur afin d'imposer une obligation de déclaration aux entreprises qui consomment de l'électricité, des gaz combustibles et de l'hydrogène pour leurs transports. La modification de la loi sur les droits d'accises sur l'alcool, le tabac, le carburant et l'électricité permettra d'apporter plus de clarté à la définition de ce qui est considérée comme de l'huile de schiste (*shale oil en anglais*). La loi intégrera également un nouveau code de la nomenclature combinée, qui sera utilisé pour désigner les principaux produits pétroliers issus d'Estonie.
- La banque estonienne LHV a entamé le verdissement de ses activités en adoptant les principes de banque responsable des Nations unies. LHV va ainsi proposer des prêts dits « verts » avec des taux d'intérêt favorables, tout comme l'ouverture d'un fonds de pension « vert ».
- La société estonienne de produits chimiques Roxtrade a annoncé la construction d'une usine d'engrais produit à partir des granulés de cendres de schistes bitumineux pour 2021, voire le printemps 2022, qui se situerait dans le comté d'Ida-Viru. L'objectif premier serait d'approvisionner l'agriculture locale avant de se lancer sur les marchés d'exportations. Des essais avec des produits en provenance d'Allemagne sont actuellement en cours.
- La création d'un parc agricole à proximité de la centrale électrique d'Auvere dans le comté d'Ida-Viru, à l'Est du pays, est à l'étude afin de lancer une production horticole, et ce malgré la présence de l'industrie des schistes bitumineux. En effet, il s'agirait d'utiliser le dioxyde de carbone libéré par la production d'électricité locale dans des serres construites dans les anciennes zones minières de la carrière de Narva. Le projet de d'agro-parc de 1400 ha est porté par la Fondation pour le développement des zones industrielles du comté d'Ida-Viru, pour une somme estimée à quelques centaines de millions d'euros, dont la construction s'étalerait sur trois ans. Au-delà, l'idée est également de convertir les activités de cette région particulièrement fragile en assurant de nouveaux emplois.
- Le Conseil estonien de la recherche, en coopération avec le ministère de l'éducation et de la recherche, a lancé un programme de recherche et développement, intitulé « Soutien à la recherche et au

développement dans le domaine de la valeur ajoutée aux ressources » visant à valoriser les ressources en bois, en nourriture et en minéraux, à améliorer les capacités des équipes de recherche dans ces domaines et à favoriser la coopération au développement entre les entreprises et les instituts de recherche. Le budget total du programme s'élève à environ 10,8 M€.

- Selon la dernière évaluation de l'Agence estonienne pour l'environnement, la superficie totale des espaces naturels protégés représenteraient 1,6 millions d'hectares, soit 23% de la superficie du pays, à la fin de l'année 2019. Cela témoigne d'une augmentation des espaces protégés dans le pays, avec 32474 ha supplémentaires.
- Dans le cadre de ses mesures pour soutenir l'économie face à la crise de la covid-19, le gouvernement a approuvé une réduction des redevances environnementales (de 2,98 € à 1,31 € par tonne) dues par les industriels des schistes bitumineux sur les dépôts de cendres. Cette mesure devrait coûter environ 10,4 M€ au budget de l'Etat.
- Le tribunal administratif de la ville de Tartu a accepté une plainte de l'organisation activiste Firdays For Future Estonia qui demande l'annulation du permis de construire octroyé par la ville de Narva-Jõesuu à Eesti Energia pour la construction d'une nouvelle usine de schistes bitumineux. L'organisation estime en effet que cette usine entraînera des effets négatifs sur le climat et rendra le pays incapable de remplir les objectifs de l'accord de Paris sur le climat.
- Le gouvernement estonien a approuvé un projet de loi visant à réduire les coûts des sociétés d'exploitation des schistes bitumineux en leur permettant d'utiliser du carburant diesel portant un marqueur fiscal, autrement dit pour les machines et équipements miniers. La mesure sera valable du 1er juillet de cette année jusqu'au 30 juin 2022.
- L'importation de déchets en Estonie a augmenté d'année en année, atteignant 316 300 t en 2019. La plupart des déchets sont importés en Estonie depuis la Finlande, la majorité des déchets transportés étant constitués de déchets municipaux et de déchets de construction et de démolition. Le Conseil de l'environnement considère qu'il est important que seuls les déchets de ce type soient introduits en Estonie pour la gestion desquels les entreprises estoniennes ont la possibilité de le faire.
- Selon Eurostat, la plus importante baisse, pour 2019, d'émissions de dioxyde de carbone issus de la combustion d'énergies fossiles dans l'Union européenne a été enregistrée en Estonie, avec 22,1%.
- La commission de l'environnement du Parlement a donné son accord pour la fusion du Conseil de l'environnement et de l'Inspection de l'environnement afin de former un unique Conseil environnemental basé à Pärnu.

Infrastructures

- L'aéroport de Tallinn a conclu un accord avec les sociétés KMG Inseneriehituse AS et Verston Ehitus OU pour la réalisation des travaux de construction dans le cadre de la deuxième phase des travaux sur la zone côté piste de l'aéroport, dont le coût s'élève à 24,8 M€.
- La société portuaire Tallinna Sadam a signé un accord de prêt non garanti avec la branche estonienne de la banque SEB pour un montant total de 20 M€ avec une échéance de cinq ans. Celui-ci doit permettre le financement de la rénovation du port de la vieille ville, dont la construction d'un terminal de croisière, d'un parking, d'un pont et l'installation d'un système d'auto-amarrage.
- La Cour suprême a révoqué le plan du comté de Pärnu pour le projet Rail Baltica. En cause, l'absence d'évaluation Natura 2000 mise en avant par des associations environnementales. Le ministre estonien des Affaires économiques, Taavi Aas, a par conséquent évoqué la possibilité d'un déplacement du tracé de Rail Baltica dans le comté de Pärnu en raison des dommages potentiels qu'aurait la ligne ferroviaire si celle-ci était amenée à traverser le sanctuaire d'oiseaux de Luitemaa. Jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée, l'achat et le transfert de terrains sous les sections de voie ferrée dans le comté de Pärnu doivent être suspendus.
- Le ministère des Finances a sollicité la coordination des ministères pour lancer un plan spatial national et une évaluation stratégique de l'impact environnemental pour la construction d'une liaison routière (pont ou tunnel) entre l'Estonie et l'île de Muhu. Le coût total du plan spécifique est estimé entre 15 et 40 M€. Selon une analyse réalisée par l'administration chargée des routes, une telle liaison serait moins coûteuse que les actuels transports en ferry.
- Tonu Grundberg, PDG de Rail Baltic Estonia a annoncé l'ouverture de sept appels d'offres pour des infrastructures liées au projet Rail Baltica (cinq viaducs et deux passages d'animaux). De même, un autre appel d'offres a été annoncé pour la conception d'un terminal de fret multimodal à Muuga. Le concepteur du terminal de fret retenu sera responsable, entre autres, de la conception de l'infrastructure de la gare de fret, des voies de raccordement des terminaux et de l'infrastructure qui leur est directement liée (un tunnel ferroviaire, l'installation de transformation et de transport de l'énergie électrique pour le transport des trains, les systèmes de contrôle du trafic et le centre de contrôle et un dépôt de maintenance du matériel roulant).
- L'autorité estonienne de réglementation technique et de protection des consommateurs a lancé les préparatifs de la deuxième phase de mise en place de réseaux internet dans les régions d'Estonie où l'internet à haut débit n'est pas fourni par des opérateurs commerciaux. Le gouvernement a décidé en

avril de réserver 15 M€ dans le budget supplémentaire pour le développement des connexions internet à haut débit. Cette mesure soutient à la fois le raccordement aux réseaux existants et la création de nouvelles possibilités de connexion.

- La société publique des chemins de fer estoniens, Estonian Railways, a annoncé la passation de marchés pour les travaux de conception de l'électrification des chemins de fer. Il s'agit notamment d'établir l'électrification complète de la ligne de Tallinn à Tartu. D'ici la fin 2028, la longueur de voies ferrées électrifiées sera d'environ 900 km sur les 1219 km que compte l'Estonie en chemins de fer. Le coût de cette électrification est estimé à 295,1 M€.
- Au début du mois, le ministre de l'Intérieur, Mart Helme (EKRE, extrême-droite) avait affirmé que le projet Rail Baltica n'allait plus de l'avant et que son parti l'avait bloqué. Sur les dépenses engagées, le ministre des Finances, Martin Helme (EKRE, extrême-droite) avait affirmé qu'elles pourraient se justifier par la construction d'infrastructures indirectement liées au projet dès que le tramway entre l'aéroport et le port de Tallinn. Néanmoins, ces propos ont été contredits par le Premier ministre Jüri Ratas (Centre) et le ministre des Affaires économiques, Taavi Aas (Centre), qui ont annoncé que le projet se poursuivrait comme prévu. Ces allégations ont suscité de vives réactions de l'opposition, estimant notamment que cela nuisait à l'image du pays sur la scène européenne. Pour rappel, la poursuite du projet Rail Baltica fait partie intégrante de l'accord de coalition entre le Centre, Isamaa et EKRE.

Energie

- Le PDG d'Eesti Energia, Hando Sutter, entend faire du pays un laboratoire d'essai afin de tester les solutions numériques dans le secteur de l'énergie, prenant exemple sur le fait que l'Estonie est le premier pays d'Europe capable de rassembler toutes les données relatives à la consommation d'électricité sur une unique plateforme. Par ailleurs, Meelis Einstein et Raigo Uukkivi ont rejoint le conseil d'administration de l'entreprise.
- Eesti Energia a également enregistré une perte nette de 2 M€ pour le premier semestre 2020, marquant une baisse de 121,1% de son profit net par rapport à l'année 2019. Les revenus des ventes s'élevaient à 226,8 M€ pour le premier trimestre, soit une baisse de 16,5% par rapport à l'année précédente. Les résultats du groupe s'expliquent principalement par la baisse de la consommation d'électricité en raison de la douceur hivernale, à laquelle s'ajoutent la crise sanitaire et les prix bas sur le marché de l'électricité (eux-mêmes expliqués par la concurrence venue des pays nordiques).
- La société de revente de gaz Eesti Gaas a annoncé avoir doublé ses ventes en comparaison avec l'année passée à la même période, notamment grâce à la pénétration du marché finlandais.
- Le gouvernement a approuvé un décret qui doit ouvrir la procédure d'évaluation d'impact environnemental pour la construction d'un parc éolien de 1,7 Md€ sur la côte ouest de l'île de Saaremaa, à la suite de la demande déposée par le promoteur Saare Wind Energy OÜ. Pour rappel, cette demande remonte à 2015, mais le gouvernement avait décidé de ne pas ouvrir la procédure pour des raisons de sécurité nationale, liées à l'utilisation des radars. Le parc éolien aurait une capacité de production annuelle de 2800 GWh.
- La branche d'Eesti Energia, spécialisée dans les énergies renouvelables, Enefit Green a signé un accord avec la branche estonienne de la banque SEB pour un prêt de 25 M€ pour des fonds de roulement. Ce prêt doit permettre à la société de réaliser ses plans de croissance ainsi que renforcer sa liquidité financière.
- Eesti Energia a annoncé le lancement d'un partenariat avec l'Université Taltech pour transformer les déchets plastiques en combustibles liquides au sein des usines de la société. L'enjeu est de réduire la quantité de plastique en Estonie et dans les pays voisins. Le projet est soutenu par le Fonds de développement régional de l'Union européenne, pour un montant de 94 500 €.
- Enefit Green a également annoncé avoir produit 44% de plus d'électricité en avril 2020 par rapport à avril 2019, avec 122 GWh en 2020 contre 85 GWh en 2019. L'électricité produite provient principalement des parcs éoliens.
- Le ministre des Affaires économiques et des Infrastructures, Taavi Aas (Centre), a signé l'ouverture du deuxième cycle d'enchères inversées organisées par l'Etat pour le rachat de 5 GWh aux entreprises d'énergies renouvelables.
- Selon le gestionnaire de distribution d'électricité Elektrilevi, la consommation s'est réduite de 7% depuis le début de l'année en raison de la crise sanitaire. Néanmoins, cette baisse doit être relativisée à 4% en raison des conditions météorologiques.
- Fermi Energia, startup qui prospecte le déploiement d'une centrale nucléaire de type SMR en Estonie et l'Institut national estonien de physique-chimie et de biophysique ont conclu un accord de coopération dans le cadre duquel l'institut analysera l'étendue de la zone de planification d'urgence dont aurait besoin la centrale nucléaire prévue par Fermi Energia. Dans le cadre de cet accord, un groupe de travail sera mis en place pour évaluer la possibilité de propagation des radiations à l'extérieur du réacteur. L'étude sera réalisée sous la supervision du physicien estonien Martti Raidal et sera publiée en janvier 2021.
- La startup estonienne Skeleton Technologies, qui développe et fabrique des ultracapaciteurs a annoncé le recrutement de Daniel Weingarth en tant que directeur de la technologie. Celui-ci est l'auteur de plus

d'une trentaine de publications sur les supercondensateurs et a réalisé son doctorat en 2013 à l'École polytechnique fédérale de Zurich et a travaillé au sein de l'Institut Paul Scherrer.

- Un projet de loi visant à modifier la loi sur le marché de l'électricité et permettre l'utilisation de la biomasse dans la production d'énergie a été adopté en première lecture au Parlement. Celui-ci vise également à accroître la concurrence dans les appels d'offres pour la production d'électricité à partir de sources renouvelables. Jusqu'à présent, les déchets de bois ont été utilisés pour la production de 100 GWh en moyenne. L'amendement permettrait d'utiliser les déchets de bois potentiellement pour la production de 500 GWh supplémentaires. L'amendement de la loi augmenterait la sécurité énergétique et la sécurité de l'approvisionnement en énergie.
- Janek Stalmeister, ancien PDG de Tallinnk (société maritime estonienne) a été nommé sur proposition du ministre des Affaires économiques, membre du conseil d'administration d'Elering, l'opérateur électrique estonien.
- Par ailleurs Elering a lancé des appels d'offres pour la rénovation de trois lignes aériennes de 330 kV à travers l'Estonie et la construction de condensateurs synchrones afin de rejoindre le réseau électrique européen. La construction des condensateurs et des lignes synchrones commencera au début de l'année prochaine et se poursuivra jusqu'en 2025. En avril, Elering avait déjà lancé un appel d'offre afin de trouver un constructeur pour la rénovation de la ligne à haute tension Tartu-Valmiera de 330 kV. Les rénovations sur les lignes sont actuellement prévues de 2021 à 2025.

Transport

- En raison de la crise de la covid-19, la société allemande de transport de bus Flixbus a décidé de reporter le lancement de la ligne au départ de Tallinn vers le reste de l'Europe occidentale via l'Europe centrale, initialement prévue pour ce mois de juin.
- Le transport de fret par le rail a atteint 1,16 Mt en Estonie en avril, soit 28,5 % de moins qu'en avril 2019, selon l'Office statistique d'Estonie. Par rapport à mars, la quantité de fret transportée a été inférieure de 9,6 %. Dans le transport de passagers, le nombre d'embarquements a diminué de 76,4 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 167 000 embarquements.
- Début mai, le ministre des Affaires économiques Taavi Aas (Centre) avait rappelé le conseil de surveillance de la société des chemins de fer estoniens (Eesti Raudtee) en raison de la décision de celui-ci d'accorder d'importantes primes aux dirigeants de l'entreprise en situation de crise. C'est pourquoi, le conseil de surveillance a été renouvelé avec une nouvelle composition : Sven Pertens (PDG de TREV-2 Grupp), René Varek (PDG d'Amserve Grupp), Kaido Zimmermann (membre du conseil d'administration de RB Rail) et Indrek Laineveer (chef du service ferroviaire au ministère des Affaires économiques et des communications). De même, l'opérateur de fret ferroviaire Operail a renouvelé son conseil de surveillance avec l'arrivée de nouveaux membres : Leon Jankelevitsh (PDG de Tamro Baltics), Kaido Saar (membre du conseil d'administration de FinanceEstonie), Tarmo Porgand (chef adjoint du département des actifs de l'Etat au ministère des finances) et Siret Liivamagi (ancien PDG d'Orlen).
- Elron, l'exploitant public des services nationaux de trains pour voyageurs, a augmenté son chiffre d'affaires de 16,6% pour 2019 par rapport à l'année précédente, soit 18,6 M€. L'entreprise a enregistré moins de pertes (5,17 M€), pour des recettes d'exploitations en croissance de 2,4% (soit 46,36 M€).
- De même, l'opérateur de fret ferroviaire Operail a réalisé un profit net de 9,6 M€, pour un revenu total de 75,4 M€. Le gouvernement a également annoncé qu'il prévoyait l'augmentation du capital social de l'opérateur public de fret, Operail, de 21,9 M€. Le groupe a besoin d'un capital social supplémentaire pour maintenir son ratio de fonds propres entre 40 et 45 %. Les investissements prévus par la société cette année s'élèvent à 44,5 M€.
- Le gouvernement a approuvé un projet de loi qui fixe les règles de circulation et les exigences pour l'utilisation des trottinettes électriques. La loi prévoirait ainsi l'introduction d'une nouvelle catégorie de véhicules légers électriques conçus pour transporter une seule personne. Cette catégorie engloberait également les skateboards électriques, les planches à voile et autres véhicules similaires sans siège. La circulation sur la route serait exceptionnelle, celle-ci se faisant donc principalement dans les espaces dédiés aux piétons et cyclistes. La vitesse maximale serait fixée à 25 km/h, tandis que la vitesse à proximité immédiate des piétons devra être telle qu'elle ne les mette pas en danger.
- Quatre opérateurs ont lancé ou devront le faire dans les semaines à venir leurs services de trottinettes électriques. Il s'agit de Bolt, Comodule, Prime.Bike et Tier. Bolt devrait aussi proposer ses services à Tartu.
- En raison de la crise, le gouvernement a approuvé l'octroi d'un prêt à l'entreprise Tallink de 100 M€. Celle-ci a enregistré une perte de 30,2 M€ au premier trimestre et elle s'attend à des pertes supplémentaires pour la seconde moitié de l'année. Le prêt sera effectué par tranches comprises entre 10 M€ et 40 M€.
- La commission de l'environnement du Parlement a proposé de compléter le projet de loi sur la protection de l'air de manière à accorder aux entreprises de carburants une plus grande souplesse afin d'atteindre leurs objectifs environnementaux. A l'heure actuelle, les fournisseurs de carburant sont obligés de réduire leurs de GAS de 6% par mois. La commission propose d'amender le projet de loi pour permettre

d'atteindre le-dit objectif sur une base annuelle à partir de 2020. L'enjeu de changement est important pour les producteurs de biocarburants qui dépendent des cycles saisonniers.

© 2014 – Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne [@FranceEcoPoland](#)

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L. 335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.